

GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 42 -- juillet-août 2004

>[gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

><http://ggb.0catch.com><

News in French, Spanish, Italian, Dutch and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

**IL N'AURA PAS FALLU LONGTEMPS
POUR QUE LE CANCER GUANTANAMO
RONGE LES AMERLOKS EN IRAQ**

SUR L'IRAQ, JACQUES CHIRAC BAISSE SON FRAC

LES NAUSÉABONDS PARLENT AUX NAUSÉABONDS

**REMEMBER VIETNAM
US GO HOME**

**CHIRAC MABOUL
NOS TROUPES À KABOUL**

**LES ÉTATS-UNIS SONT LA PESTE DE NOTRE MONDE
ABOLISSONS LES ÉTATS-UNIS**

**L'IRAQ LES REND PATRAQUES
NON À LA SYPHILISATION OCCIDENTALE**

Ce numéro de la Gazette a été réalisé avec l'aide, volontaire ou involontaire, de Gabriel Ash, Ygal Bin-Nun, Carmi Gilon, Amnon Barzilai, Ginette Hess-Skandrani, Aviv Lavie, Arjam El Fassed, Comaguer, Rémy Herrera, Kim Sengupta, Yval Yoaz, Jean-Pierre Desmoulins, Mondher Sfar, Maria Poumier, et beaucoup d'autres...

Modern artillery shells have a high "dud" rate, meaning they do not always function the way they are intended.

Scott Ritter, 21 May 2004. Bref, plus c'est moderne et moins ça marche.

The United States has circulated a draft Security Council resolution to give US peacekeeping troops another one year exemption from prosecution by the world court at The Hague. 20 May 2004

"My job is to do my job"

Boubouche

"Our society is being undermined by gross insensitivity and by adulation of force. I am disturbed by our moral disintegration. I am disturbed by the arrogant and light-hearted way in which we kill and murder Palestinians. I am disturbed that when 400 olive trees were uprooted in the Territories, no one was held to account.

Shulamit Aloni, Ynet, may 2004

In *Yediot Acharonot*, Nahum Barnea wrote the other day that Sharon had told him (and it wasn't only Sharon) that Jewish blood is the most efficient cement for maintaining a national consensus. *Idem*.

édito

Il y a soixante ans le débarquement A quand le rembarquement ?

Ces anniversaires, tous les dix ans, du débarquement américains, nous cassent infiniment les pieds. Les Américains, personne ne leur avait rien demandé. Ils étaient venu en 1918, avaient fait trois petits tours et étaient repartis. Ils avaient laissé le jazz et quelques romanciers qui venaient à Paris manger de la vache enragée. Nos lointains cousins d'Amérique nous avaient montré ce qu'ils étaient: de grands benêts, un peu excités, des gens simples, pour ne pas dire simplets. Comme soldats, nos pères (ou nos grand-pères) dans les tranchées avaient bien vu qu'ils ne valaient rien. Beaucoup de matériel, peu de discipline et guère de courage. Le seul truc qui avait les bluffés, c'étaient les éclaireurs indiens qui abattaient les sentinelles allemande à l'arc, en silence, avant l'assaut. On voit que la technologie américaine n'était pas bouleversante. Après la guerre, le président Wilson était venu à Versailles, en 1919, multiplier les pitreries, faire des promesses intenables, acharné surtout à désosser les Empires centraux qui sans doute déjà faisaient de l'ombre aux ambitions américaines. Wilson avait été désavoué par son Congrès et avait fichu le camp, la queue basse. Avant d'accéder au pouvoir, il ne savait pas que les juifs existaient encore. Il pensait qu'on n'en trouvait que dans les pages de la Bible. Après son mandat, il confia à des proches que les juifs étaient partout et que son entourage en était, malgré lui, truffé. Beau spectacle de la bêtise et de la naïveté du tout petit monde dirigeant de Washington.

Il faudrait être bête et naïf comme un président américain pour croire que le débarquement de 1944 était motivé par l'amour de la démocratie et le souci de notre liberté. Ce sont là des choses dont les Amerloques se souciaient comme de leur première couche-culotte. Notre liberté, ils avaient prévu de l'encadrer sévèrement par une administration militaire, puisque la France était "territoire ennemi", occupée qu'elle était par les Allemands, nommée AMGOT (American Military Government of Occupied Territory). Tout était prévu: les préfets américains dans les départements, les lois spéciales...) Il s'en est fallu d'un cheveu. Nous allions passer d'un maître à un autre, et on aurait commencé à se demander, finalement, quel était le meilleur des deux, si de Gaulle, par un prodige de chantage politique, n'était parvenu à s'imposer aux Alliés réticents et mécontents, reléguant l'AMGOT aux oubliettes. Vous remarquerez que personne n'en parle jamais. C'est le signe qu'on nous vend une histoire trafiquée.

Quant à la démocratie, il n'est nul besoin d'en parler longuement. Les Américains n'en connaissent qu'une forme chétive et bancal, et très limitée. Rappelons simplement qu'à l'époque, les Noirs américains n'avaient pratiquement pas le droit de vote et, dans l'armée, il n'avaient presque aucun rôle dans les unités combattantes: ils étaient confinés dans le train, la cuisine et la blanchisserie. Le démocrate américain, fêru de son droit à porter les armes, même dans son jardin, ne voyait pas d'un bon œil le fait de confier des fusils à des Noirs dans l'armée. Ils pouvaient être tentés de s'en servir après la guerre... Passons aussi sur la ribambelle des plus horribles dictatures qu'ont soutenu avec constance, après la guerre, les Etats-Unis, du Cubain Battista à... Saddam Hussein, engagé dans une guerre avec les ennemis du Grand Satan US, l'Iran. Rumsfeld apportait lui-même les photos aériennes qui permettaient à Saddam d'attaquer les combattants iraniens avec des gaz, fournis par les mêmes Amerloques.

La suite de 1944 n'a pas ressemblé à la suite de 1918. Une fois débarqués, les Amerloques ont exigé d'immenses terrains où ils ont fait construire des bases militaires, à travers toute l'Europe qu'ils avaient conquise sur les Allemands, et au-delà puisqu'ils ont également imposé la présence de bases militaires à l'Islande, l'Espagne et au Portugal, qui n'avaient pas participé à la guerre.

Quand une armée étrangère vous impose la présence de bases militaires sur votre propre territoire, ça s'appelle une occupation. Il n'y a pas à tortiller. Aujourd'hui, 60 ans après le débarquement, les Américains continuent à occuper l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, l'Italie, la Grèce, la Turquie, le Groenland (danois), le Japon, la Corée du Sud, l'Arabie saoudite, à quoi se sont ajoutés récemment la Géorgie, les pays du Golfe, la Macédoine, la Bosnie et le Kosovo. Ils ont dû évacuer le Viêt-Nam, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et les Philippines, après avoir été étrillés par communistes vietnamiens. Sont en cours d'installation des bases américaines en Hongrie, en Roumanie et sans doute ailleurs, dans un léger mouvement de translation des forces occupant l'Europe de l'Ouest vers l'Europe de l'Est, évacuée par les troupes d'occupation soviétiques. Cette réorganisation et cette densification de l'occupation militaire révèle son rôle politique à une époque où, justement, les moyens aériens et les missiles rendent la présence militaire à proximité d'un lieu de conflit beaucoup moins utile qu'avant. Le Pentagone finance un projet de missile permettant de frapper n'importe quel point du globe en deux heures, à partir du territoire américain, rendant ainsi toute occupation insignifiante sur le plan militaire.

Les Américains veulent occuper pour une seule raison très simple: montrer qu'ils sont les maîtres. Peser sur les gouvernements pour qu'ils marchent au pas. Intimider les opinions publiques, contrôler les forces armées locales et les services de renseignement, surveiller, infiltrer et acheter les milieux politiques, syndicaux et médiatiques. Surveiller et punir, comme disait Foucault.

Il s'en est fallu de peu que le débarquement échoue. Ce fut un gigantesque cafouillage; la moitié des pertes alliées est due à l'impéritie des états-majors. Poussés en avant, et sans voie de retraite, les malheureux GI's se sont fait hacher menu par les bleus et les réservistes de l'armée allemande qui tenait le Mur de l'Atlantique. C'est surtout, comme toujours, grâce à l'aviation que les Anglo-Saxons ont fini par s'imposer. On ne transforme pas une nation de boutiquiers, d'avocats véreux, de cow-boys faméliques et d'ouvriers noirs en une armée, en quelques mois. La bayonnette dans le cul, ils ont dû se battre et le poids matériel a fait plier les Allemands.

Depuis, ils sont là. Gros et gras, installés dans leurs bases, à bouffer des hamburgers, à jouer aux machines à sous et à trafiquer dans les PX (on dit "pi-ex"), les magasins à bas prix. Les trafics les plus énormes, les corruptions les plus ravageuses s'y donnent libre cours, mais la presse, évidemment n'en parle jamais. La genèse de cette pourriture est racontée dans un livre hilarant, qui s'appelle *Catch-22*, de Joseph Heller, paru en 1961, traduit ensuite en français, tourné au cinéma. Un grand classique, inspiré, on peut bien le dire, par le *Voyage* de Céline.

Ils gèrent d'énormes stocks d'armes, y compris évidemment, des milliers de têtes nucléaires, rangées dans des silos ou embarquées sur les bateaux, et l'énorme réseau d'espionnage multimédia, avec des données collectées par les stations d'écoute, disséminées un peu partout, qui, sous le prétexte du militaire, fournit Washington en renseignements industriels, économiques et politiques. La seule chose qui nous sauve

encore c'est que les Américains sont incapable de traiter la masse de renseignements que leurs système draine chaque jour, et qu'ils ne comprennent souvent pas ce qu'ils ont pêché dans cet immense borborygme. Et il suffit qu'un type recherché cesse d'utiliser son téléphone pour passer au travers des mailles du filet, comme l'excellent Oussama Bin Laden qui survit ,sans doute grâce au pigeon voyageur.

Ils nous occupent, nous imposent leur merde "artistique et culturelle", leur bouffe d'obèses importants, nous taxent en nous obligeant à importer en dollars. Sans la menace des canons, qui trafiquerait avec une monnaie sans couverture, que les salopards impriment à tire-larigot ? Le monde serait meilleurs sans Saddam Hussein, a dit le valet de chambre Blair. Le monde serait bien meilleur sans les Etats-Unis; l'humanité entière le sait bien. C'est pourquoi la destruction de cette monstruosité s'impose à tout le monde. Y compris aux citoyens des Etats-Unis, pressurés, bernés, apeurés et réduits à tout sacrifier pour le seul profit de la fortune banquière et vagabonde.

Au lieu de trépigner comme Berlusconi pour se faire bien voir de ce minus, il faut donc réclamer de plus en plus fort le **rembarquement** des cow-boys et leur redéploiement dans les immenses réserves naturelles de l'Utah ou des Rocheuses, avant de rendre les territoires volés au Mexique au XIXe siècle. Là, on pourrait commencer à parler de liberté et de démocratie.

II Chirac baisse le frac

On s'y attendait depuis longtemps. Chirac, en tant que politicard ouvert à tous vents et dépourvu de colonne vertébrale, finirait bien par se coucher devant les Amères Loques. Barnier, spécialiste des jeux olympiques, n'a pas moufté. Les brutes texanes voulaient un feu vert en Iraq et ils l'ont eu. Chirac ne semblait pourtant pas spécialement fragile: il a deux ans sans élections devant lui, avant le prison, donc un sursis politiquement long. Rien ne dit que Bush a aura autant. Chirac a déjà commis la forfaiture d'envoyer sans débat et sans autorisation des troupes français combattre en Afghanistan, ce qui le rend passible de la Haute Cour. Maintenant il donne un blanc-seing aux massacreurs de l'Iraq. La preuve qu'il se couche devant le chef de cow-boys ? Lors de son discours à Colleville, un cimetière de soldats américains tués lors du débarquement, le 6 juin, Chirac avait rajouté à la main une phrase au texte de son discours, communiqué à la presse, où il mentionnait "les souffrances endurées dans la bataille par les populations civiles", allusion aux bombardement sauvages et totalement injustifiés qui ont massacré 200.000 Normands en trois mois. Mais Chirac le lâche n'a pas osé prononcer cette phrase devant le bombardeur de l'Iraq et le massacreur de civils irakiens. Trois mots de trop et il se retrouvait à Guantanamo. il a eu les jetons, il a sauté le passage. (*Le Monde*, 8 juin, p. 4)

Quand il a fallu se plier au Conseil de sécurité, les dégonflés français ont dit ceci: "Dès lors que le nouveau premier ministre irakien (en fait un ex-terroriste salarié de la CIA) lyad Allaoui se prête au jeu amériain [il est là uniquement pour ça], comme il l'a fait pendant le week-end, rien ne sert en effet de paraître plus royaliste que le roi, poursuivre cette bagarre n'a plus grand sens. " (*Le Monde*, 8 juin, p. 2). Peut-on imaginer tour de magie plus pitoyable ? Une seule conclusion possible: Chirac à la lanterne ! Nous n'oublierons pas. (Mais, entre nous soit dit: Sarkozy est certainement pire.)

III Oradour

Sadr City's 'daily massacre' rages as death toll soars : U.S. military officials estimate they have killed more than 800 Iraqis in Sadr City over the past nine weeks - nearly a dozen a day

Oradour, soixante ans aussi. La presse déverse ses tombereaux d'inepties, comme d'habitude. Mais les journalistes sont ce qu'ils sont: des perroquets. Chacun sait que les perroquets sont ignares. Quelqu'un, quelque part, donne le ton. Peut-être un directeur de rédaction. Si on met à part les énormes inexactitudes des récits hagiographique de ce jour fatal, une chose en ressort: personne ne peut imaginer la raison pour laquelle les soldats allemands ont commis cette incontestable atrocité. Pas un mot sur les actions des résistants

de la région, harcèlements, guet-apens, assassinats, mutilations des corps. Silence sur cet acte que les Allemands ont conçu comme des représailles. La division lourde Das Reich ne faisait que traverser le Limousin, pour remonter vers la Normandie. La presse d'aujourd'hui ne peut pas le dire, pour ne pas entrer dans la question suivante: les maquisards ont-ils eu raison d'attaquer des éléments isolés de cette division en marche ? On préfère prétendre que les Allemands doivent porter l'entière responsabilité de cette horreur, qui devient alors purement gratuite. On peut juger ces représailles injustifiées ou excessives, mais peut-on passer sous silence **le fait que c'étaient des représailles** ? Cette façon d'écrire l'histoire est imbécile et les Teutons d'aujourd'hui sont obligés d'y souscrire. Pour encore combien de temps ?

On entend des lugubres vieillards répéter le sempiternel "plus jamais ça... La mémoire doit empêcher le retour..." Ce pieux baratin n'a pas empêché les vaillants militaires français de massacrer, trois ans après, des dizaines de milliers de paysans malgaches qui secouaient le joug colonial, ou des milliers d'Algériens (Sétif, 1947 aussi) qui faisaient la même chose. Des Oradour à la pelle, on allait en avoir pendant la guerre d'Indochine (en VF). La troupe française, commandée par des officiers parfois liés à la Résistance, n'allait pas se gêner pour brûler les villages tonkinois, et plus tard, les mechtas algériennes. Même technique: on encercle le village, on met le feu et on tire sur tout ce qui bouge. C'était déjà comme ça que s'était faite la conquête de l'Algérie en 1830. On dit bien: 1830. Vieilles traditions. Alors aller faire des reproches aux Allemands de passage qui se font tirer à partir des bosquets est la marque d'un grand oubli sélectif. **Curieusement, nous devrions avoir la mémoire des crimes commis par nos ennemis et l'oubli des crimes que nous avons nous-mêmes commis.** Cette façon d'écrire l'histoire est imbécile et les colonisés d'hier, dominés d'aujourd'hui, sont obligés d'y souscrire. Pour encore combien de temps ?

Toutes ces considérations sont indépendantes de la recherche de Vincent Reynouard qui a tenté de montrer qu'une partie des pertes humaines serait accidentelle. Il pense que les résistants avaient caché des explosifs dans l'église, où ont été parqués les femmes et les enfants du village. Nous ne sommes pas entièrement convaincus par cet essai de révision de l'histoire d'Oradour mais nous trouvons absolument scandaleux qu'une répression, sans fondement légal, s'abatte sur Reynouard, que la Cour d'appel vient de condamner à deux ans de prison, vous avez bien lu, deux ans de prison, dont six mois fermes, pour avoir diffusé une cassette vidéo qui propose son interprétation des événements. Et les juges, dans cette bassesse et cette atteinte affreuse aux droits de l'homme et aux libertés républicaines, ne pouvaient même pas s'appuyer sur la loi que nous devons aux liberticides Gayssot et Fabius, puisque celle-ci ne réprime que la contestation de crimes condamnés par des tribunaux internationaux, ce qui n'est pas le cas d'Oradour. Aucun journaliste d'ailleurs, ne s'est risqué à dire que le général Lammerding, commandant la division Das Reich, n'avait pratiquement pas été condamné par la justice française, avant le procès d'Oradour en 1952.

Maintenant, des Oradour, si vous en voulez, en voilà: allez voir de près ce que font les Américains. Ils ont flingué 800 personnes à Fallouja seulement, en avril seulement. Oradour battu. On ne vous parle pas des cortèges de noces attaqués par les avions. On n'aura pas la mauvaise grâce de vous rappeler My Lai et les centaines d'Oradour commis par les Américains au Viêt-Nam. on n'aura pas non plus l'inélégance de parler de la guerre de Corée (1950-1953), pays où il ne restait pas un village ni une ville debout, à la fin, grâce aux bons soins de l'aviation US.

Des Oradours, il s'en compte plusieurs centaines en Palestine. Déguisés en militaires, les immigrés juifs d'Europe centrale ont entrepris en 1948 une vaste opération d'occupation et de destruction des villages palestiniens, accompagnée de massacres visant à faire fuir les villageois. Les juifs ont bouché ou empoisonné les puits pour empêcher leur retour. On possède aujourd'hui une carte mentionnant plusieurs centaines de villages totalement oblitérés, dont le nom même a été effacé des mémoires. Concentrés en masses indistinctes dans des camps improvisés, les Palestiniens, réfugiés, attendent, depuis 54 ans, de revenir, chez eux. A Oradour, on a conservé le village ruiné par la malheur. En Palestine, on a construit des implantations juives sur un espace aboli par une autre catastrophe. Les Allemands sont restés une journée à Oradour. Les juifs occupent la Palestine depuis 54 ans. La force des fusils ne durera pas toujours.

Ces commémorations avec les discours bredouillants d'un premier ministre manifestement en état d'ébriété, soit patriotique, soit alcoolique, font penser à une masturbation solitaire et rituelle de quelqu'un qui aurait complètement perdu le contact avec la réalité et qui, au fond de son asile grisâtre, contemplerait, par la fenêtre, les nuages en y cherchant le visage de son passé.

IV Une vieille canaille

Toujours en adoration devant le pouvoir, la presse se prosterne devant la dépouille de Reagan. Jusqu'à une date récente, on pouvait dire que Reagan a été le plus grand imbécile que l'Amérique ait porté à la Maison blanche. On n'a jamais pu déterminer s'il était plus ignorant que stupide ou plus bête que méchant. Certes, tous ses records d'andouillerie ont été battus, les uns après les autres, par George Dubya Bush. Et entendre l'éloge funèbre de l'un prononcé par l'autre est une distraction de choix pour tout aliéniste. La seule différence est que l'un savait parler pour ne rien dire et l'autre ne sait même pas faire une phrase entière. Mais on voit bien que la politique américaine est faite par les petits entourages de ces crétins patentés. De Reagan à Bush père et fils, ce sont pratiquement les mêmes milieux, les mêmes hommes, issus du lobby militaro-industriel, liés au pétrole, et totalement dévoués à Israël et aux lobbys juifs qui les financent. Reagan, avait cette particularité de croire aux esprits, aux sorciers, aux astrologues, aux rabbins miraculeux, surtout loubavitch, à toutes les sornettes à la mode et de se laisser mener par le bout du nez par un monstre particulièrement tordu, sa femme Nancy, qui faisait la pluie et le beau temps à la Maison blanche, tout en se remplissant avidement les poches. On se rappellera un livre qui raconte tout ça de manière aussi plaisante que sinistre (1)

L'agence officielle libyenne JANA, du 7 juin, a repris les propos de Moammar Qadhafi, se plaignant en ces termes : « J'exprime de profonds regrets parce que Reagan est mort avant d'avoir été traduit en justice pour le sale crime qu'il a commis en 1986 contre les enfants libyens ». Le 15 avril 1986, Reagan avait ordonné un raid aérien contre la Libye, qui avait fait 37 morts dont la fille adoptive du dirigeant libyen.

10 juin

(1) Voir le terrifiant livre de Kitty Kelley, qui décrit le rôle de la totale idiote qui avait fait Reagan et qui le gouvernait comme un toutou: *Nancy Reagan, The unauthorized Biography*, Simon & Shuster Pocket Books, 1991, 663 p.

Quelques appréciations sur le rôle de ce va-de-le-gueule:

<http://www.informationclearinghouse.info/article6289.htm>

<http://www.zmag.org/sustainers/content/2004-06/08schechter.cfm>

<http://www.msnbc.msn.com/id/5158315/>

<http://www.informationclearinghouse.info/article6292.htm>

1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

Les colonies : Guide de l'utilisateur

par Gabriel Ash

La liste des humiliations essuyées par Colin Powell en Israël s'est enrichie d'un exposé du premier ministre Sharon lui expliquant pourquoi Israël ne peut arrêter l'expansion des colonies. Sharon a demandé à Powell « Qu'est-ce que vous voulez ? Qu'une femme enceinte se fasse avorter pour la simple raison qu'elle est une femme colon ? »

L'image d'Epinal présentant les colons comme de gentils civils, qui veulent simplement vivre leur vie, sert l'intention de Sharon d'enterrer la « feuille de route » et de sauver une fois de plus Israël de la paix qui le menace. En effet, l'expansion continue des colonies tout au long du processus d'Oslo a déjà « sauvé » Israël de la paix une première fois. De 1993 à 2001, la population des colons a augmenté de 91 % en Cisjordanie, ce qui a amplement suffi à prouver aux Palestiniens qu'Israël n'avait nullement l'intention d'évacuer les territoires occupés. Mais cette image d'Epinal est fautive. Les colonies de Cisjordanie n'ont rien des banlieues du New Jersey. Elles sont un élément fondamental de ce qui fait d'Israël un Etat unique en son genre. Il importe donc de comprendre ce que sont, en réalité, les colonies : des armes.

Les mots désignant les « implantations » en hébreu sont *yishuv* et *hityashvut*. Les Israéliens n'utilisent pas ces mots pour désigner les implantations dans les territoires occupés, ils les réservent plutôt à des implantations plus anciennes : les *kibbutzim* et les *moshavim* (fermes collectives), les uns comme les autres créés avant et peu après 1948, dans des régions qui sont aujourd'hui en Israël. L'antonyme de *yishuv* est le mot qui désigne un terrain vague ou le désert : *shamma*. Cela renvoie à la « vacuité » mythique de la Palestine dans l'imaginaire des balbutiements du sionisme - le désert attendant les colons qui le feraient « reflourir » ! Ce mythe ignore la réalité, à savoir que la Palestine était peuplée et que ses habitants, les Palestiniens, y vivaient depuis des générations.

Par contraste, le mot hébreu utilisé pour désigner les colonies dans les territoires occupés depuis 1967 est *hitnakhlut*, mot d'origine biblique qui signifie en gros « s'installer dans ses propriétés ». La racine antonyme suggère le nomadisme, l'errance au désert. Ce changement d'usage reflète l'évolution du sionisme, depuis la mentalité coloniale des premiers pionniers vers le fanatisme religieux des colons post-1967.

Un autre groupe de termes décrivant les colonies, en hébreu, proviennent de la terminologie militaire : ces mots désignent des observatoires, des avant-postes : *mitzpe*, *ma'akhaz*, *he'akhzut*, etc. Les premiers colons sionistes sont souvent désignés au moyen du terme « pioneers » en anglais, « pionniers » en français. Toutefois, le mot hébreu qu'ils utilisent eux-mêmes, *khalutz*, provient du jargon militaire, dans lequel il signifie « éclaireur ».

Sous tous leurs avatars, les colonies sont par conséquent des bâtiments et quartiers autres que des habitations civiles. Ce sont des actions sur le front de la guerre de conquête - une guerre conçue alternativement comme une lutte contre le désert (*hityashvut*), comme une lutte contre des squatters (*hitnakhlut*) ou encore, plus sérieusement, une lutte aux fins d'un contrôle militaire du terrain (*mitzpe*, *he'akhzut*). Ces trois variantes sont, toutes, des métaphores d'une guerre : guerre de la civilisation par opposition à la nature ; guerre des propriétaires « en titre » contre des squatters ; guerre, enfin, entre « eux » et « nous ». Le problème étant que ce qui apparaît comme « nature » dans l'équation est en réalité une civilisation réellement existante ; que les soi-disant « squatters » sont titulaires d'un titre de propriété ; et que le « nous » est - aussi - « eux ».

S'implanter signifie aussi vaincre le nomadisme interne - celui du juif errant du discours antisémite européen, qui imprègne de part en part l'imagerie sioniste. La violence extrême des colons est aussi un avatar de cette identité / identification refoulée : une haine de soi projetée sur l'autre idéalisé.

Il y a peu de mystère autour de l'objectif de l'activité de colonisation. Depuis le début, le sionisme utilise un terme militaire pour désigner la stratégie générale de construction de colonies : « la conquête de la terre », *kibosh ha'adama*. En tant que partie intégrante d'une campagne militaire, les colonies en Cisjordanie répondent à un plan d'attaque explicite, dont les objectifs sont clairs et les moyens ouvertement décrits dans des documents publics aisément consultables : le plan Alon, le plan Drobless, le plan Sharon, le plan des 100 000, etc.

Comme toute campagne militaire, la colonisation a des objectifs. Ainsi, Natzeret Illit a pour cible Nazareth ; Kiriat Arba a pour cible Al-Khalil (Hébron) ; Kedumim a pour cible Naplouse ; Ma'ale Adumim a pour cible la continuité territoriale entre le nord et le sud de la Cisjordanie ; Ashkelon a pour cible Al-Majdal, ville palestinienne entièrement nettoyée ethniquement en 1950 - bien après que les fumées de la guerre de 1948 se soient pourtant dissipées, et ainsi de suite.

Les « implantations » occupent des positions stratégiques, tel le sommet d'une colline, une route exposée à des tirs éventuels, un puits, etc ; les colonies peuvent recouvrir

les vestiges d'un village palestinien détruit, et tenir sous leur feu ses terres agricoles ; elles sont nombreuses à contrôler des ressources hydriques.

Depuis 1948, le premier bataillon lancé à l'offensive, dès lors qu'une implantation a été décidée, se compose de bureaucrates - cartographes, hydrologues, ingénieurs du génie civil, juristes, juges et apparatchiks. Leur tâche consiste à déterminer quelles terres il est intéressant de confisquer aux Palestiniens, et quelle est la meilleure manière de désorganiser la cohésion sociétale de la cible.

La terre peut être expropriée sous prétexte d'une utilisation « publique » - c'est-à-dire juive - ou elle peut être déclarée « abandonnée » si elle appartenait à un réfugié (parti en exil). Souvent, toutefois, une colonie commence sous la forme d'un camp militaire, car la « sécurité » est la meilleure justification « légale » pour confisquer des propriétés privées palestiniennes - une maison, un potager, un champ. La brigade Nakhla est une unité spécialisée de paras dont la noble mission consiste notamment à fournir du « personnel », sous forme de pseudo-troufions déguisés, pour de nouvelles implantations maquillées en camps militaires !

Souvent, la terre est décrétée « terre d'Etat » afin de repousser toute offensive légale devant le « comité d'appel » militaire *ad hoc*, lequel sert à donner les coups de tampon officiels à ce qui est ni plus ni moins qu'un vol à main armée. Les « terres d'Etat » constituent le domaine foncier d'Israël, lequel est réservé au bénéfice exclusif des juifs (**c'est d'ailleurs ce que l'expression « Etat juif » signifie, dans la pratique**). Ainsi, les contrats de location, dans les colonies, interdisent que des non-juifs y habitent.

Il arrive parfois qu'une volonté de donner une honnêteté de façade à ces pratiques requière que des terres volées à des Palestiniens connaissent quelques années de « décontamination », sous la forme, par exemple d'un parc naturel, d'une réserve environnementale, etc, avant d'être « dégelées » pour leur nouvelle destination exclusive de énième nouvelle colonie juive. C'est tout particulièrement fréquent à Jérusalem Est.

Au bout du compte, peu importe la manière dont la terre est accaparée. La colonie de Shilo, créée en 1985, comporte 45 % de terrains déclarés « publics », 52 % de terrains expropriés pour des raisons de « sécurité », et 3 % de terres expropriées à des fins d'utilisation « publique ». Shilo n'en est pas moins utilisée à 100 % comme arme contre la population palestinienne.

Après les bureaucrates vient le tour des bulldozers, suivis par les roulottes, les ouvriers du bâtiment et, enfin, les colons. Des Palestiniens possédant la citoyenneté israélienne, et néanmoins exclus comme on sait de la plupart des emplois en Israël, peuvent au moins nourrir leur famille en travaillant comme ouvriers du bâtiment dans les chantiers de construction des colonies, où leur travail consistera à cimenter les pierres tombales de leur propre disparition.

C'est lorsque des familles (juives, bien entendu, ndt), finalement, viennent pendre la crémaillère dans une nouvelle colonie, que la guerre commence. Une colonie (à la différence d'un village palestinien) a besoin d'espace pour croître, de réserves de terres agricoles, de ressources en eau abondantes et bon marché, etc., que l'Etat d'Israël lui procurera généralement en utilisant des ressources déniées à la ville-cible ou au village-cible. Ainsi, par exemple, chaque colon à Hébron consomme neuf fois plus d'eau quotidiennement que son voisin palestinien qui est privé du strict nécessaire.

De plus, une colonie a besoin d'accès - une route - pour la connecter à d'autres colonies. Les routes représentent l'outil idéal pour la confiscation des propriétés palestiniennes. Entre août 1994 et septembre 1996, 4.386 dounoms de terres privées (environ 440 hectares) ont été confisquées au motif de la construction de dix-sept routes de « contournement ». Les routes sont par définition longues, mais elles sont dans le cas d'espèce particulièrement larges, et leur trajectoire peut être déviée, ici ou là, afin de créer le maximum d'impact en termes de maisons promises à la démolition, de vergers voués à l'arrachage ou de cultures condamnées à la destruction. Utilisée correctement, une route peut être une arme de destruction massive. Par exemple, la route 447, construite afin de réduire de cinq minutes, en tout et pour tout, le trajet jusqu'à la colonie d'Ariel, a « nécessité » l'arrachage de mille oliviers et la confiscation de 7,5 hectares de terrains appartenant aux habitants des deux villages palestiniens situés en ligne de mire de cette colonie. De plus, toute route reliant entre elles deux colonies juives est aussi une route qui

sert à séparer deux villes palestiniennes. Les Palestiniens ne sont pas autorisés à utiliser les routes « juives ».

Ainsi, la terre devient un palimpseste, sur lequel chaque action d'ingénierie civile est aussi son contraire, un acte de guerre : les routes augmentent les distances entre les hommes ; la construction de maisons aggrave la surpopulation ; l'extension de réseaux d'eau crée des pénuries, etc. Tous les aspects de la vie humaine sont transformés en arsenal. Même les eaux d'égout produites par une colonie sont utilisées à la manière d'une arme contre les villes palestiniennes situées en contrebas. Chaque élément du paysage peut faire l'objet d'une double lecture, affectée du signe « + » dans l'écosystème juif et du signe « - » dans l'écosystème palestinien.

En fin de compte, comme toutes les opérations militaires, les colonies génèrent une réaction défensive, qu'Israël appelle « terrorisme ». D'où il découle que les colonies nécessitent une protection, une enceinte, un périmètre de sécurité, un camp militaire à proximité, un mur, des routes de contournement, etc. Tout cela exige beaucoup d'espace, justifiant du même coup des confiscations de terres supplémentaires, de nouveaux champs déclarés inaccessibles car au-delà des limites autorisées à leurs propriétaires (ce qui permet de les déclarer terres d'Etat au bout de trois ans, comme le prescrit la loi ottomane [toujours en vigueur quand c'est opportun ! ndt]), ainsi que des checkpoints, des attaques de missiles, des emprisonnements, des assassinats, etc., etc.

Une colonie est un acte d'agression commis dans le cadre d'une guerre post-moderne, une guerre génocidaire qui ne peut être télévisée, en dépit du fait qu'elle se déroule à la vue de tous, cameramen potentiels y compris.

Les stratèges chinois Qiao Liang et Wang Xiangsui écrivent dans leur ouvrage, paru en 1999, « La guerre illimitée » (*Unrestricted Warfare*) que dans la guerre, à l'avenir, il n'y aura pas de champs de bataille classiques, pas de combattants et pas d'armes non plus. La guerre du futur se déroulera partout, elle impliquera tout le monde, et elle sera menée en utilisant des objets banals, de la vie de tous les jours. En résumé, ils nous avertissent qu'il n'y aura plus désormais de distinction entre la guerre, le terrorisme et la vie quotidienne.

En Palestine, ce futur a déjà cent ans d'âge.

Pour plus d'information sur les colonies, voir le site web de l'association B'Tselem :

<http://www.btselem.org/Download/Land_Grab-Eng.pdf>

Article paru sur *YellowTimes.org* (e-magazine américain) du jeudi 15 mai 2003, traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier. Gabriel Ash est né en Roumanie et a grandi en Israël. Il vit actuellement aux États-Unis et collabore régulièrement à *Yellow Times*.

L'EMPIRE JUIF DU MAROC

Les relations secrètes entre le Maroc et Israël entre 1956 et 1965

Yigal Bin-Nun

- Thème : La mission de Bensallem Guessous auprès de Golda Meir à Jerusalem

Les contacts assidus qu'ont entretenus divers émissaires israéliens et juifs avec le Palais Royal et l'opposition politique sont restés longtemps secrets. Les juifs marocains les soupçonnaient, mais n'en connaissaient pas la dimension. Grâce à l'accès à de nouvelles archives, le temps est venu de révéler l'entente judéo-musulmane établie par Mohamed V et développée par Hassan II.

Les relations israélo-marocaines n'ont pas commencé dans les années 70, comme on pouvait le croire, mais plutôt dès l'accession du Maroc à son indépendance. D'abord ce furent des contacts concernant les droits des Juifs, l'octroi de passeports et le principe de la libre circulation. En août 1961, ce fut " l'accord de compromis " avec Hassan II permettant l'évacuation discrète, mais bien orchestrée de la communauté juive locale. Depuis février 1963 des relations étroites s'établirent entre l'état hébreu et le jeune pays arabe en occident musulman. A ces relations diplomatiques prirent part des médiateurs israéliens tels que Jo Golan, qui vient de disparaître et André Chouraqui ; des personnalités juives locales

restées dans l'ombre comme Sam Benazeraf et Isaac Cohen-Olivar, des français comme le commissaire Emile Benhamou, des chefs de la Misgeret et du Mossad : Yaaqov Caroz, David Shomron et Meir Amit et des dirigeants marocains comme Bensallem Guessous, le prince Moulay Ali, Abdelkader Ben Jelloun, Mehdi Ben Barka, Mahjoubi Aherdan, le colonel Mohamed Oufkir et son adjoint Ahmed Dlimi. Les efforts du souverain Hassan II et sa clairvoyance dans le domaine des relations internationales engendrèrent les prémises de l'accord de paix entre l'Égypte et Israël, précédés par les entretiens qui se déroulèrent au Palais Royal d'Ifrane.

Est-il temps de révéler les circonstances de la disparition du leader progressiste Ben Barka, de sa mort et du lieu où repose son corps ? Ni la France ni le Maroc n'ont encore décidé de le faire. La presse et les maisons d'éditions en France regorgent de versions erronées sur cette affaire à laquelle prirent part quatre Etats.

<http://www.centrecomparis.com/ptopic225.html>> 06 Jan 2004

Est-ce que M. Bin-Nun est en mesure de nous dire quel fut le rôle du Mossad dans l'assassinat de notre ami Ben Barka ? En tout cas, le "Centre communautaire" n'a pas affiché le résumé des conférences qu'il a dû prononcer entre janvier et juin 2004.

LES TORTIONNAIRES SONT CONTENTS

La notion de pression physique modérée est sérieuse, pas hypocrite

Carmi Gilon, ex-chef du Shin Beth israélien, juge la loi existant dans son pays « équilibrée », entre nécessités sécuritaires et respect des droits de l'homme

Dans la lutte contre des adversaires qui usent du terrorisme, peut-on respecter le droit humanitaire international, ou y déroger est-il dans la logique des choses ?

Je ne suis pas un spécialiste du droit international. Je ne peux que me prononcer en fonction du droit israélien. J'ai été consulté pour l'élaboration de la loi en Israël sur le Shabak, adoptée au Parlement en 2000. C'est une loi équilibrée, qui, si on s'y conforme, et il n'y a aucune raison de ne pas le faire, tient compte des besoins sécuritaires et du respect des droits de la personne. Il a fallu cinquante ans pour aboutir à cette loi. Jusqu'en 2000, le Shin Beth travaillait hors de tout cadre légal global, même s'il y a eu une loi sur les écoutes en 1979, et qu'en 1990 des « principes de base » avaient été codifiés. Désormais, la loi autorise les moyens de coercition particuliers dans un cas unique : lorsque les agents du service sont confrontés à une « bombe dont la minuterie est enclenchée », selon l'expression utilisée. Quand un attentat est sur le point d'être commis, qu'on n'a pas le temps d'aller voir le juge pour demander les autorisations requises, là, on peut porter atteinte aux droits du citoyen. Ces cas sont rarissimes. [**Tous les rapports internationaux, depuis trente ans, montrent que l'usage de la torture est systématique.**]

Qu'est-ce qui est une torture, qu'est-ce qui n'en est pas une ?

En Israël, la « pression physique modérée » est autorisée. On peut considérer l'expression hypocrite, mais la notion est sérieuse. **Elle établit la différence entre ce qui est utile à l'obtention d'informations nécessaires en urgence et ce qui ne sert à rien.** N'importe quel interrogateur expérimenté vous dira que la torture ne sert pas à l'obtention de la vérité : les gens avouent n'importe quoi pour qu'elle cesse. Ce qu'il disent n'est donc pas fiable. Or on ne recherche pas qu'ils « parlent » à tout prix, on veut la vérité. Une pression modérée se caractérise par deux éléments : elle est supportable pour celui qui la subit et limitée dans le temps.

Par exemple ?

Empêcher quelqu'un de dormir pendant deux jours amenuise ses défenses. **Il est plus facile de l'interroger.** A partir de trois ou quatre jours sans sommeil, la personne dira n'importe quoi, le renseignement n'aura aucune fiabilité.

Des Palestiniens se sont plaints d'avoir été empêchés de dormir plus d'une semaine.

C'est impossible et faux. Ça rend fou et c'est inefficace. **Ce serait du simple sadisme.** De toute façon, tout bon interrogateur sait que la menace de la pression physique est immensément plus efficace que son application.

Qu'en est-il des pressions psychologiques ? Au début des années 1970, en Israël, deux gauchistes avaient été arrêtés. L'un, Arabe, durement torturé, avait signé des aveux confirmant ce dont il était accusé. Son compagnon de cellule, juif et fils de député, était soupçonné d'avoir rencontré clandestinement un membre du Fatah, alors organisation déclarée terroriste. L'Arabe fut de nouveau torturé plusieurs fois, sans qu'on ne lui pose de question. Ayant déjà « signé », il ne comprenait pas ce que le Shin Beth attendait encore de lui. Les agents lui expliquèrent alors : « Dis à ton copain juif que tant qu'il ne signera pas, nous continuerons de te torturer, toi. » Le « copain » signa les aveux exigés. Il expliqua plus tard qu'on peut assumer sa propre souffrance, pas celle d'un autre. Cette méthode vous paraît-elle acceptable ?

Je n'étais pas encore membre du Shin Beth à l'époque, mais avoir utilisé de cette pression psychologique me paraît plausible. Cela existait dans ces années-là. Je ne le justifie pas, j'en comprends la logique. Ce n'est qu'en 1987 que les premières « lignes rouges » à ne pas dépasser ont été fixées, dans un rapport d'une commission dirigée par le juge Landau. Il est devenu la bible du Shin Beth, jusqu'à l'adoption de la loi. **Avant, il existait des comportements qui ne sont aujourd'hui plus admis. [Premier aveu, obtenu sans torture.]**

Lorsque la « ligne rouge » est dépassée, qui est responsable ? Le Shabak, ou l'échelon politique ?

Le politique fixe la stratégie de lutte contre le terrorisme. Si les normes ne sont pas respectées, l'agent qui les enfreint est responsable. Le problème se pose lorsque l'échelon politique ne donne pas d'instructions suffisamment claires, les services spéciaux ont alors une marge d'interprétation. En Israël, ces directives étaient claires et le sont devenues encore plus. Les travaux de la commission Landau ont été publiquement débattus. Il y a eu l'affaire de Mohammed Cheikh Ali, accusé d'avoir pris des soldats en otage en 1993 à Gaza et gravement torturé, contre les indications de la commission Landau. Les responsables furent jugés. **[Jamais, aucun flic israélien n'a été puni pour avoir torturé des "Arabes"...]**

Le politique ne préfère-t-il pas au contraire souvent « ne pas savoir » comment procèdent les agents spéciaux ?

Cela peut être une propension. En réalité, c'est son intérêt de fixer des règles de comportement, et celui des services qu'elles soient les plus précises possible.

Depuis que certaines tortures « immodérées » ont été interdites, le Shabak a-t-il perdu en efficacité dans la lutte contre le terrorisme ?

Pas du tout. **Sans doute qu'avant, sans loi, il était plus facile d'interroger les suspects.** Peut-être qu'effectivement les enquêtes sont aujourd'hui rendues plus longues. Mais elles sont peut-être bien plus efficaces. Une fois de plus : un interrogatoire n'a pas pour but d'obtenir des aveux à tout prix, mais de savoir la vérité. Le terrorisme en Israël est aujourd'hui différent et immensément plus important qu'avant. Pourtant, dans le cadre de la loi, nous déjouons 95 % des attentats.

Vous dites « dans le cadre de la loi ». Or lors d'un célèbre entretien, vous avez dénoncé l'usage excessif de la force contre les Palestiniens dans les territoires.

Dans les territoires palestiniens, l'utilisation excessive de la force est dû au fait que le rapport des forces est déséquilibré. **Ce que j'ai dénoncé, c'est la situation dans laquelle sont mis nos jeunes soldats, sans perspective politique de fin du conflit.** Ils ne reçoivent

aucune formation pour ce qui les attend : contrôler une population civile. Ils y perdent leur humanité. Cela fait longtemps que je pense que l'occupation prolongée d'une population civile cause des dommages graves à la société israélienne. J'ai été ambassadeur, je sais combien il est difficile de défendre certains comportements.

Voulez-vous dire que toute occupation engendre mécaniquement une utilisation excessive de la force ?

C'est évident. On le sait depuis Alexandre le Grand. C'était vrai du colonialisme français en Algérie, c'est vrai aujourd'hui des Américains en Irak, et vrai pour nous. Il est des situations où, d'un point de vue politique, une occupation peut se justifier. Mais il faut savoir qu'elle a un prix : elle suscite des dégâts sociaux également pour l'occupant.

Le prix pour l'occupé, ce sont les punitions collectives de civils, destructions de maisons, saccage des champs et des vergers, déplacements forcés, tous actes assimilés par le droit international à des crimes de guerre...

Ce sont des actes très graves, **mais pas des crimes de guerre**, lesquels se caractérisent par leur systématisme. [**Certains blanchissent de l'argent sale, d'autres blanchissent des crimes énormes...**] Ce qui s'est passé à Rafah [la destruction d'une centaine d'habitations, dans l'opération israélienne dite « Arc-en-ciel », début juin] est effectivement hors normes. Mais l'action répondait à un but précis : démanteler les tunnels d'approvisionnement des terroristes palestiniens. On peut être en désaccord, penser que l'objectif visé ne justifie pas les moyens utilisés. C'est affaire de jugement politique. Mais pour moi, le crime de guerre, c'est autre chose : c'est punir des gens sans autre objectif que de leur faire du mal.

Interdites par les conventions de Genève, les punitions collectives de civils mises en œuvre depuis 1967 par Israël, comme les démolitions de maisons des familles de terroristes ou de présumés terroristes, sont supposées être dissuasives. Pourtant, la Shabak estime que le nombre des candidats-terroristes est en augmentation. Croyez-vous à l'efficacité de ces méthodes ?

L'objet de ces mesures est effectivement dissuasif. En Israël les tribunaux les acceptent, elles sont légales. Il ne s'agit pas seulement de punitions. Certes, 100 % d'efforts ne seront jamais efficaces à 100 % contre la terreur, mais la destruction des maisons des terroristes doit se comprendre comme un élément dans l'ensemble de ces efforts. On connaît des cas de terroristes suicidaires qui se sont rendus juste avant de commettre leur acte. Ils ont brusquement imaginé leur femme et leurs enfants, ou leurs parents et leurs frères et sœurs, jetés à la rue, et n'ont plus voulu être la cause de leur malheur. [**Il invente...**]

Comprenez-vous comment et pourquoi les Américains ont été amenés à se comporter avec leurs prisonniers comme ils l'ont fait en Irak et en Afghanistan ?

C'est incompréhensible et je n'ai aucune explication rationnelle à de tels agissements. D'un point de vue professionnel, ce qui s'est passé dans les prisons américaines ne correspond à aucune logique de renseignement.

Propos recueillis par Sylvain Cypel
Le Monde, 30 juin.

Quel sale baratineur, menteur comme un arracheur de dents !!! A ces types-là, on offre des tribunes...

CONTRIBUTION FRANÇAISE AU GÉNOCIDE EN COURS

France, Israel to sign \$150m-\$200m weapons deal

By Amnon Barzilai

France and Israel are expected to announce the signing of the biggest weapons deal between the two countries since the French embargo on weapons sales to Israel prior to the Six-Day War. The \$150 million-\$200 million deal, to be signed during the Eurosatory 2004 international exhibition for land and land-air defense that opens Monday at Villepinte, north of Paris, will formally commission Israel Aircraft Industries (IAI) to sell expertise for the manufacture of drones for France's major defense industries, combat aircraft manufacturer Dassault Aviation and the European Aeronautic Defense and Space Company (EADS).

Defense Ministry director-general Amos Yaron will participate in the ceremony marking the opening of the Israeli pavilion at the exhibition, along with the Israeli ambassador to France, Nissim Zvilli. French Defense Minister Michele Alliot-Marie is due to visit the Israeli pavilion.

According to the contract, IAI will supply the expertise to manufacture the Eagle 1 drone, whose development is based on the strategic drone now in the service of the Israel Defense Forces. Three years ago, IAI sold this type of drone to the French army as part of cooperation with EADS. Now, with the encouragement of the French Defense Ministry, a consortium of French industries is to be established to manufacture drones in France - for, among other purposes, export to other countries. Israeli security sources emphasize that in contrast to relations with the French Foreign Ministry, relations between the defense establishments of the two countries have been on the upswing since the mid-1990s.

A delegation of the IDF's technology and logistics wing, headed by Brigadier General Yaakov Nakash, visited France this week to meet with senior officers in the technology and logistics wing of the French army, to discuss options for various cooperative ventures.

Ha'aretz, 14 June 2004

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/438887.html>

UNE OCCUPATION ILLÉGALE

Le Golan syrien

Ginette Hess-Skandrani

Les USA se permettent de désigner la Syrie comme un des pays du "mal" en passant sous silence le fait que le Plateau du Golan syrien est toujours sous occupation israélienne.

Nous savons bien que la Syrie n'est pas un modèle de démocratie, mais quand les USA, après leur désastreuse intervention en Irak, veulent donner des leçons de gestion à d'autres pays voisins, nous avons intérêt à nous en méfier et surtout à rester très vigilant. L'Irak d'aujourd'hui, sous occupation américaine, est très loin d'être une démocratie et les gens sont bien plus pauvres et plus déstabilisés, alors que leurs puits de pétrole profitent à l'occupant.

Avant de désigner la Syrie comme un pays susceptible de vouloir acquérir ou de posséder des armes de destruction massive et de laisser s'infiltrer des combattants arabes en Irak à travers ses frontières qui ne sont pas assez étanches, les USA seraient plus crédibles s'ils exigeaient de l'Etat sioniste qu'il se retire définitivement et sans conditions du Golan.

Le Golan, oublié par nos médias ainsi que par toute la communauté internationale, refait de temps en temps surface, surtout après l'annonce d'un nouveau projet de colonisation israélienne. La colonisation entreprise dès sa conquête par Tsahal en 1967 n'a d'ailleurs jamais cessé alors que les populations syriennes n'ont jamais cessé de résister à l'occupation coloniale.

Dans cette partie de la Syrie qui s'étend sur 1190 km², vivent encore aujourd'hui 18.000 Syriens dans cinq villages face à 15.000 colons israéliens installés dans 32 colonies qui

encerclent les villages des natifs. Comme en Palestine occupée, les sionistes ont changé les noms des endroits occupés et leur a donné des noms hébreux afin de pouvoir prétendre à des origines bibliques par rapport à ces lieux. Le Golan, par-delà sa richesse aquatique est aussi revendiqué par les sionistes pour sa position stratégique dans cette région. En effet, le Golan, par sa hauteur (plus de 2000 m au-dessus du niveau de la mer dans certains sommets), ou sa situation géographique - car il donne à l'ouest sur les colonies de peuplement juives de la plaine de Houla et domine le lac de Tibériade - est un enjeu terrible pour l'Etat sioniste. Il sert de point de surveillance des plaines syriennes et jordaniennes. Ce qui a fait dire à un Premier ministre : "Le Golan, ce sont les yeux et les oreilles d'Israël". De plus la ressource en eau est stratégique étant donné que le colonisateur prend 30 % en eau du Golan et que les eaux du Golan fournissent 610 millions de m³ au lac de Tibériade.

Cette eau, au moment où la planète se réchauffe ce qui génère beaucoup de changements climatiques dans ces régions déjà semi-désertiques reste la ressource fondamentale et est certainement un des facteurs de l'occupation et du non-respect des résolutions 242 et 338 des Nations Unies qui demandaient à Israël de quitter les Territoires occupés. Les ressources en eau d'une région et le libre accès à cette ressource par la population concernée, constituent non seulement des données essentielles pour comprendre l'origine d'un conflit entre peuples ou pays, mais plus largement déterminent largement le devenir de toute une région.

Les ressources hydrauliques les plus importantes : Le Jourdain, fleuve long de 360 km prend sa source à 2814 m d'altitude dans le mont Hermon, au Sud Liban. Il se jette dans le lac Houleh avant d'atteindre le lac Tibériade à 17 km plus loin. Entre 60 et 80 % des eaux arrivant dans le lac Tibériade sont prélevées pour alimenter le conduit national israélien et une grande partie des eaux du Yarmouk, un affluent du Jourdain venant de Syrie et amenant quelque 400 millions de m³ d'eau avant la construction du canal du Ghor oriental, est détournée vers la vallée. Du lac Tibériade à la mer Morte, à 320 km de distance, le Jourdain est devenu, suite à ces détournements d'eau une rivière plus que modeste et avec un taux de salinité de plus en plus élevé.

Politique de colonisation de l'eau

Depuis sa création, Israël a toujours cherché à contrôler l'accès à l'eau, ressource rare dans cette région semi-aride qui ne supporte pas une agriculture intensive très grosse consommatrice d'eau tels que se sont mis à la pratiquer les agriculteurs israéliens. Sans compter la pollution des eaux avec le déversement de produits nocifs et l'écoulement dans les eaux souterraines de tous les résidus des pesticides et autres désherbants utilisés pour cette agriculture qui a déjà fait de très gros dégâts sous nos latitudes.

Lors de la mise en œuvre de la planification des ressources en eau après la création de l'autorité internationale des eaux par l'ONU, en 1950, les pays arabes avaient commencé à mener un projet hydraulique de partage équitable des ressources en eau. La guerre de 1967 empêcha ce projet d'être mené à terme et permit à Israël d'accentuer son emprise sur les eaux de la région, notamment en poursuivant le pompage des eaux du Jourdain au rythme de 330 millions de m³ par an. L'occupation du Golan, véritable château d'eau de la région, lui permit un contrôle direct sur les eaux des affluents du Jourdain : le Dan et le Banias. Les autres ressources du Golan estimées à 200 millions de m³ d'eau par an sont aussi sous contrôle israélien, ce qui explique l'annexion du Golan en décembre 1981 et qui dure encore à ce jour.

Nous espérons que les drames que vivent actuellement les peuples irakien et palestinien sous colonisation US et israélienne ne feront pas oublier que le Golan syrien reste aussi à **décoloniser**.

Ginette Hess Skandrani
Paris, juin 2004

VANUNU ANGLICAN

Le protecteur de “ Saint Mordechai ”

par Aviv Lavie

Au centre des bâtiments, il y a un large patio où les résidents de passage, dont Vanunu, passent habituellement leurs temps de loisir. Dalles de pierre, plantes vertes et tonnelles, statuettes, chaises et tables de jardin, en plastique vert (de fabrication israélienne : “ Keter Plastics ”) qui jurent un peu, en ces lieux, gargouillis de jets d'eau dans les vasques de petites fontaines et une brise agréable atténuant la chaleur écrasante qui a commencé à accabler Jérusalem, au début de la semaine. Un haut mur tient le du brouhaha de la ville à l'écart de cette sérénité. Les couloirs aux voûtes élancées restent frais, même durant les journées les plus caniculaires. Le cliquetis des clés dans les serrures des portes en fer et les silhouettes des prêtres se faufilant dans les cellules tout autour de la cour évoquent le roman d'Umberto Eco (et le film) “ Le Nom de la Rose ”. Vivre, ici, ça n'est pas précisément du cinéma. Mais, au moins, un résident à la maison d'hôtes de Saint George est en mesure de témoigner du fait que, parfois, la vie réelle dépasse toute imagination...

En ce dimanche après-midi, l'église est plongée dans une profonde torpeur. Il y règne une tranquillité qui contraste totalement avec l'agitation de ces mêmes lieux, le 18 avril dernier, lorsque le prisonnier nouvellement libéré Mordechai Vanunu atterrit devant le portail de l'église. Le projet initial de Vanunu était de résider au complexe Andromeda de Jaffa, pour quelques jours, mais les fuites organisées par le Shin Bet en direction des médias avaient ruiné ses chances de bénéficier, au réveil, d'une vue imprenable sur la mer, un rêve après dix-huit ans passés dans une cellule cadénassée...

Le fait que Vanunu ait choisi, à défaut, Saint George, ne doit rien au hasard. En 1986, en Australie, il avait été baptisé par un prêtre anglican, le Révérend John McKnight. Ses parents adoptifs, Nick et Mary Eoloff, appartiennent eux aussi à l'Eglise anglicane. Après l'arrestation de Vanunu, McKnight alla rendre visite à Riah el-Assal, à Nazareth, et l'informa que la communauté comptait un nouvel adepte. Les deux hommes demandèrent l'autorisation de rendre visite au prisonnier Vanunu, mais leur requête fut rejetée. Ayant été nommé évêque, Abu el-Assal fit un vœu : après la cérémonie d'ordination, il demanderait à nouveau un droit de visite au “ prisonnier atomique ”. Il essuya à nouveau un refus. A la fin juillet 2001, le Shin Bet autorisa enfin Abu el-Assal, ainsi que son collègue Michael Sellors, doyen de la cathédrale Saint George, à rendre visite à Vanunu.

Leur visite, à la prison Nitzan, dura une heure et demie. La rencontre, chargée d'énormément d'émotion, eut lieu dans un camion mis spécialement à la disposition des trois personnes, sous l'œil soupçonneux d'un policier israélien. Les trois hommes prièrent ensemble, et les visiteurs donnèrent à Vanunu un présent consistant en du pain et du vin. Il leur parla de ses conditions de détention et de la manière dont il occupait son temps. Mais, dès qu'il commença à évoquer les circonstances de son enlèvement (à Rome, ndt), le policier l'empêcha de poursuivre.

“ Mais, finalement, ce policier nous a laissés parler dans une atmosphère détendue ”, se souvient Abu el-Assal. “ Aussi, lorsque j'ai donné l'accolade et que j'ai embrassé Mordechai, avant notre départ, j'ai embrassé ce policier, aussi. Avant notre rencontre, j'imaginai quel genre de personne j'allais rencontrer : un homme au moral brisé, quelqu'un qui aurait sans doute l'air fatigué de l'existence. Et j'ai trouvé un homme en excellente forme physique, en bonne santé, heureux de nous voir. Je lui ai apporté un petit crucifix en bois, de Bethléem, mais le Shin Bet l'a confisqué à des fins de vérification, et je n'ai pu le donner à Mordechai que plus tard. Lorsque le temps fut venu pour nous de partir, nous traversâmes la cour, en nous dirigeant vers le portail. Soudain, Mordechai s'arrêta, net. Je lui demandai ce qu'il avait ? Il me montra alors une ligne rouge, tracée sur le sol, et me dit qu'il n'avait pas le droit de la franchir. Nous nous sommes longuement tenu les mains, par-dessus cette ligne infranchissable, et je lui ai dit que je prierais jusqu'à ce qu'un jour, la ligne rouge devienne verte... ”

Depuis lors, et jusqu'à la libération de Vanunu, Abu el-Assal n'a plus jamais obtenu la permission de lui rendre visite, et les deux hommes durent se contenter d'une correspondance épistolaire. La foi religieuse n'est qu'une partie de ce qui les unit. Abu el-Assal ne cache pas son soutien total à l'acte qui fit de Vanunu un traître, pour la majorité de l'opinion publique israélienne. En été 2001, après sa visite à la prison, il dit à un journaliste de Haaretz, Joseph

Algazy : “ A mes yeux, Vanunu est un prisonnier de conscience, puisqu’il a démontré, par son acte, sa préoccupation profonde pour le bien être et la sécurité non seulement des Israéliens, mais aussi de l’ensemble des peuples du Moyen-Orient. ”

Algazy posa au révérend Michael Sellors la question suivante, purement hypothétique : “ Qu’auriez-vous fait si Vanunu vous avait consulté avant de révéler les secrets nucléaires d’Israël au monde entier ? ” Sellors lui répondit ceci : “ Etant donné que je suis certain que Vanunu a agi en raison de sa conviction que, sans armes nucléaires, la vie, en ce bas monde, et en particulier au Moyen-Orient, serait meilleure, j’espère que j’aurais eu la décence de l’encourager dans son projet. J’aurais encouragé Vanunu à s’adresser aux médias, parce que nous avons pour devoir de dénoncer ce qui est mal, et Vanunu n’a pas fait autre chose que révéler le mal. ”

L’acceptation, par Abu el-Assal, d’héberger Vanunu, était par conséquent la conséquence naturelle de la relation qui s’était établie entre les deux hommes. Les premiers jours furent orageux. L’évêque préféra éclaircir la situation inédite, dans laquelle l’église était cernée par des agents du Shin Bet : “ Cela nous donne un sentiment de sécurité ”, dit-il, à l’époque. Les paparazzi occupaient le trottoir, en face du portail de l’église, se relayant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dans l’espoir de pouvoir prendre un cliché du prisonnier nouvellement libéré. A bout de patience, ils décidèrent d’ignorer les règles du jeu, escaladèrent l’enceinte du jardin et, de là-haut, photographièrent Vanunu devisant avec des amis. Le photographe de l’hebdomadaire Kol Ha’ir, de Tel Aviv, alla jusqu’à s’introduire dans l’église en se faisant passer pour un étudiant en photographie... Meir Vanunu, le frère de Mordechai, découvrit la supercherie, et s’assura que l’intrus fût proprement chassé des lieux. Le photographe n’en abandonna pas pour autant la partie, et il resta tapi en embuscade jusqu’à ce que Vanunu quitte finalement le bâtiment. Ulcéré de voir que ce photographe collant était encore là, Vanunu lui fit un doigt d’honneur : c’est ainsi qu’il apparut, en photo de couverture de Kol Ha’ir...

A ce moment là, des rumeurs circulaient, également, sur un certain mécontentement, dans l’église, au sujet du dérangement que le nouvel hôte aurait occasionné. Abu el-Assal démentit fermement ces rumeurs : “ Il est vrai qu’au début, nous pensions qu’il quitterait rapidement les lieux, mais ce n’est pas ce qui s’est passé. Il a besoin d’un refuge, et je n’ai pas l’intention d’exercer la moindre pression à son encontre afin de l’inciter à partir. Je suis persuadé que c’est ce qui était visé par les interrogatoires auxquels j’ai été soumis. Durant la Seconde guerre mondiale, beaucoup de juifs – pas assez, sans aucun doute – ont trouvé refuge dans des monastères et des églises. Nous avons un rôle très important à assumer, dans ces cas-là. ”

- Des gens disent que vous lui avez suggéré d’aller à l’église de Nazareth, afin que tout le monde puisse retrouver un peu de calme...

“ Cela n’est pas le cas, dans la période récente. Peut-être ces gens font-ils, en revanche, allusion au fait que lorsqu’on m’a demandé, voici un an, si je pouvais l’accueillir ici, j’ai répondu qu’il existait aussi une possibilité à Nazareth, parce qu’il s’agit d’un lieu plus spacieux, et plus éloigné. Et nous avons aussi une école, là-bas, où il aurait pu enseigner l’histoire, s’il le désirait. ”

- Peut-être tirez-vous de sa présence chez vous une certaine publicité ? Grâce à lui, une église modeste, avec peu d’ouailles, s’est fait une publicité mondiale ?...

“ Je connais cette interprétation extravagante. Le président Katsav m’a dit, lui aussi, avec un sourire entendu : “ Je ne sais pas qui est le plus célèbre, de vous deux : Vanunu, ou bien : vous ? ”. Mais, évidemment, c’est faux. J’ai assez d’engagements qui m’amènent à voyager dans le monde entier, même sans Mordechai, et je n’ai pas la moindre intention de tirer profit de qui que ce soit. ”

C’est alors que Monseigneur Abu el-Assal me stupéfie. Il s’avère qu’il a une si haute considération pour Vanunu qu’il a envisagé de faire du “ prisonnier atomique ” un nouveau saint de l’Eglise anglicane, un jour...

“ C’est tout à fait possible ”, reprend l’évêque. “ Si – ce qu’à Dieu ne plaise – quelque chose arrivait à Mordechai, si quelque extrémiste de droite cinglé lui faisait du mal, je veillerais à ce qu’il soit béatifié, selon la tradition de l’Eglise. Je veux insister sur le fait que dans notre Eglise, les saints ne sont pas des magiciens qui transforment de l’eau en vin. Ce sont des héros qui changent le monde, au moyen d’actes qui aident les gens à ouvrir les yeux, et je pense que Mordechai a contribué à la sécurité du monde entier. C’est même pour moi une certitude. ”

Près de deux mois après sa libération, l’existence de Vanunu est plus détendue. Mais, étant donné qu’il ne peut sortir d’Israël (l’appel déposé, à cet effet, par l’Association des Droits Civils d’Israël, attend la décision de la Cour suprême), il est loin d’être un homme libre. Bien qu’il puisse quitter l’église plus souvent, aller dans certains restaurants à Jérusalem Est ou au café de

l'American Colony, à au moins deux reprises, des activistes d'extrême droite ont tenté de le harceler, tant verbalement que physiquement. Il consacre le plus clair de son temps à se mettre au courant des innovations techniques, à surfer sur Internet et à correspondre par e-mail, à lire la presse et des livres et à rencontrer ses quelques fans en Israël et ses amis, beaucoup plus nombreux, venus du monde entier. Son frère, Meir, vit également actuellement dans les dépendances de l'église, et il l'aide à se réadapter à la vie normale, libre, au-delà des murs d'une prison.

Monseigneur Abu el-Assal dit qu'en ce qui concerne son hôte spécial, il a deux autres missions à accomplir : " L'aider à quitter cet endroit vers la liberté – et même l'Archevêque de Canterbury a envoyé un courrier au président (israélien) Katsav, à ce sujet – et l'aider à se réconcilier avec sa famille. En particulier, avec sa mère. Je lui ai dit, ainsi qu'à Meir, que je veux aller rendre visite à ses parents. Je leur ai dit : " Occupez-vous simplement d'organiser cette rencontre ". Mais jusqu'ici, ils insistent sur le fait que le temps n'est pas encore venu. Je suis patient. Je veux serrer leurs mains, au moins celles de sa mère ; je sais ce que représente une mère. En Orient, une mère, c'est spécial. Tout ce que je veux, c'est qu'ils me laissent lui parler, je veux lui dire qu'elle a un fils sur lequel les gens disent peut-être beaucoup de vilaines choses, mais qui sera reconnu, dans l'histoire mondiale, comme une personne qui aura contribué à la sécurité du genre humain. Et qu'elle doit l'accueillir, à nouveau, chez elle. "

Ha'aretz, 10.06.2004

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/437863.html>

Rappelons qu'en raison de la nature théocratique de l'Etat israélien, il n'est pas possible pour un juif, comme l'était Vanunu, de renoncer à la nationalité israélienne, sinon en changeant de religion.

LES MARCHANDS DE MORT

Who really smuggled weapons to Rafah?

Arjan El Fassed

Israel's ongoing assault on human lives and property, killing civilians and demolishing homes is, according to Israeli spokespersons, "aimed at preventing a huge shipment of arms from being smuggled". According to Israeli spokespersons, Israel launched "Operation Rainbow", its largest military raid on Palestinian civilians since "Operation Defensive Shield", in a bid "to rid the border zone of its tunnels and capture the militants using them."

The past four days, Israeli forces have killed 39 Palestinians. Its military assault on Palestinians in Rafah includes extensive house demolitions along the so-called "Philadelphian route" that runs along the border.

What no one asks, however, is the question who supplies Israel's military occupation of Gaza, a strip of land, slightly more than twice the size of Washington DC, housing at least 1.2 million Palestinians and 6,000 Israeli settlers. It is not hard to guess that **the U.S. administration is the largest supplier** of arms and aid to Israel. The common figure given for U.S. aid to Israel is \$3 billion per year-\$1.2 billion in economic aid and \$1.8 billion in military aid, representing about one-sixth of total U.S. foreign aid. Israel is one of the U.S.' largest arms importers.

In the last decade, the U.S. has sold Israel \$ 7.2 billion in weaponry and military equipment, \$762 million through Direct Commercial Sales (DCS), more than \$6.5 billion through the Foreign Military Financing (FMF) program. In fact, Israel is so devoted to U.S. military hardware that it has the world's largest fleet of F-16s outside the U.S., currently possessing more than 200 jets. The U.S. also gives Israel weapons and ammunition as part of the Excess Defense Articles (EDA) program, providing these articles completely free of charge. Examples of U.S. weaponry being used by the Israeli army against Palestinian civilians and their property are AH-64 Apache and Cobra attack helicopters, missiles and other heavy arms. White House spokesman Scott McClellan called the Israel's assault on Rafah "troubling" and said: "The Israelis have told us they will make every effort to minimize

the impact on Palestinians not involved in acts of terrorism or arms smuggling." While he had learned that U.S. delivered Apache helicopters fired missiles in a peaceful demonstration, he said: "We understand their explanation but we still find the violence troubling."

Israel not only uses arms transferred from the U.S., despite restrictive policies on arms exports to states that violate human rights, Israel also uses arms being transferred and exported from the EU.

A week ago, on May 14, Amnesty International reported that EU arms, security equipment and services are contributing to grave human rights abuses and that the scale of potential abuse is now enormous. The major EU arms exporting countries - France, Germany, Italy, Sweden and the United Kingdom - account for one third of the world's arms deals. In its report, *Undermining Global Security: the European Union's arms exports*, Amnesty International highlights serious flaws in the European Union's key arms control agreements, especially the 1998 EU Code of Conduct on Arms Exports.

France

Today France is one of Israel's main suppliers after the US and Germany. According to SIPRI, France exported major conventional weapons worth \$50m to Israel between 1996 and 2000. This included a delivery of seven AS-565SA Panther helicopters between 1996 and 1998 which were ordered through and partly funded by the US.

Germany

According to figures from SIPRI, Germany supplied Israel with major conventional weaponry worth \$765m between 1996 and 2000. In 2000 alone, the last year for which figures are available, Germany sold about \$170m in military equipment, including parts for tanks and armoured cars. This included key parts for the Israeli Merkava tank, which are currently being used in Rafah. Israel is Germany's seventh largest military client.

Ireland

The US Data Device Corporation (DDC), which has production facilities in Cork, Ireland (DDC Ireland Ltd) states on its website that its MIL-STD-1553 Data Bus products are used in the AH-64 Apache Attack Helicopters. Its MIL-STD-1553 data bus, the life line of the aircraft, include a lethal array of armaments, including a mix of up to 16 Hellfire missiles or 76 70mm aerial rockets and 1,200 rounds of 30mm ammunition for its M230 Chain Gun automatic canon.

The Netherlands

A large part of Dutch exports are components for incorporation into larger weapon systems, mainly to be assembled in the U.S. which, in turn, is the major supplier of arms to Israel. In compensation orders Dutch companies are involved producing components for Apache attack helicopters and F-16 fighter planes to the U.S.. In general is not announced who the end-user of these aircrafts will be. In 2001 transfers of components were worth EURO 87 million. The Dutch company Stork Special Products produces components for Hellfire rockets, which are frequently used by the Israeli airforce in extra-judicial executions and to shell Palestinian residential areas. The missile is produced by Boeing, Lockheed Martin and Northrop Grumman and a number of subcontractors and exported to thirteen countries, including Israel.

At least one Dutch company is open about the end-user of its products, on its ethical policy page: "In principle, Philips companies do not produce products or render services specially designed or developed for the military, except for the following products: F16 parts and Apache parts supplied to NATO countries and Israel (under compensation agreements US/Netherlands)." Eventhough information on end-users remains largely secret, Philips announced that its components are incorporated into Apaches that are in action in Israel.

Additionally, in 2002 the Netherlands granted Israel export licences worth 1.46 million euros, approximately half of the licensed Dutch transit trade. The licences were granted for goods under the category A2, which are those connected with armoured vehicles. This is despite the consistent reporting by human rights organisations of the misuse of such equipment by the Israeli security forces. Since 22 August 2002, the Dutch Central Service Import and Export received 24 "notifications" to transit small arms and light weapons from Israeli Airways for shipments originating in the United States with destination Israel.

The United Kingdom

The UK has sold Israel equipment and components for tanks, combat aircraft, combat helicopters, missiles, ammunition, mines, machine guns, tear gas, and electronic equipment for military use. UK companies with known connections with Israel include: the Airtechnology Group, which supplies parts to IMI for the Merkava tank, BAE Systems, which has provided head-up displays for US-built F16s²¹⁴ and whose subsidiary Rokar International is the current sole-source supplier of counter-measure dispensing systems for the Israeli airforce, and Smiths Group which has supplied missile triggering systems for Apache helicopters.

Israeli Merkava tanks had been equipped with a cooling system made by the Surrey-based Airtechnology Group, and UK components, including missile trigger systems made by Smiths Group, are used in US-made Apache helicopters supplied to Israel, both in action killing and injuring Palestinian civilians in Rafah.

In March 2002, Junior UK Foreign Office Minister, Ben Bradshaw, disclosed that the Israeli armed forces had modified UK Centurion tanks, exported between 1958 and 1970, and were using them as armoured personnel carriers. He stated that this contradicted a written assurance from the Israeli government on 29 November 2000 that "no UK-originated equipment nor any UK-originated systems/ sub systems /components are used as part of the defence force's activities in the territories". The UK government has continued to supply arms and equipment to the Israeli security forces. Such transfers continue despite reports that generic types of such equipment have been used by the Israeli security forces in Rafah to commit human rights violations and breaches of international humanitarian law.

The European Union: What Code of Conduct?

The situation in Israel and the occupied Palestinian territories should be foremost on the minds of European officials when they carry out their reviews of the EU Code of Conduct for Arms Exports. The code was adopted in 1998 with the aim of "setting high common standards" over arms exports. Criteria include respect of human rights in the country of final destination; in particular, member states will "not issue an export license if there is a clear risk that the proposed export might be used for internal repression", including, inter alia, torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, summary or arbitrary executions, arbitrary detentions and other major violations of human rights and fundamental freedoms as set out in relevant international human rights instruments.

Human rights organisations and various bodies of the United Nations have documented such major violations of human rights and fundamental freedoms in the case of Israel. Other criteria include the existence of tensions or armed conflicts, and whether there is a clear risk that the intended recipient would use the proposed export aggressively against another country or to assert by force a territorial claim. Political and military experts can provide the necessary assessment that, indeed, Israel would fail the test on this item. Moreover, an assessment includes "the behavior of the buyer country with regard to the international community", in particular with regard to respect for international law, "its compliance with its international commitments, in particular the non-use of force, including under international humanitarian law applicable to international and non-international conflicts".

The world has seen and condemned Israel's human rights record. The transfer of arms to Israel is inconsistent with the criteria provided in the EU Code of Conduct. Export licenses should therefore be refused. Taking into account the volume and gravity of human rights violations and breaches of the Fourth Geneva Convention, including acts of war

crimes, that have been documented by various human rights organisations and United Nations bodies, and the volume of Israeli forces and military equipment stationed in the occupied Palestinian territories, and since there is no common system of monitoring the end-use of European arms by the Israeli forces in the Palestinian territories, only a full arms embargo will prevent European arms from being used to commit war crimes and other human rights abuses. The European Union, therefore, should renew its arms embargo against Israel, which it lifted in 1994.

The Electronic Intifada, 20 May 2004
<<http://electronicintifada.net/v2/article2721.shtml>>

L'ADORABLE CULTURE JUIVE

Today's *Times* reported that Orthodox Jews in Brooklyn held a **public burning of wigs** made from human hair imported from India. What prompted this outrageous xenophobic act was a ruling by rabbinical authorities in Israel that such wigs, " might have been used in Hindu ceremonies seen as idolatrous in Orthodox teaching". (Orthodox Jews in Brooklyn Burn Banned Wigs: *NY Times* - 5/17/04)

As for just what Hindu ceremony requires the use of wigs was left to the reader to figure out.

Using the same Talmudic logic, one suspects that these same Rabbis would enjoin the use of wigs made from Christian hair, since at one time it was attached to a Christian's head who probably took part in a similarly idolatrous ceremony in which the "false god" Jesus was worshipped. And lets not forget "Islamic" hair that was no doubt present at a ceremony called for by the teachings of the false prophet, MohammAD.

May 18, 2004

2 - Guantanamo ou le déni du droit

Le Goulag américain par COMAGUER

Le monde entier est en train de découvrir ce qui se passe dans la prison d'Abu Ghraib près de Bagdad. Si elle est la plus importante du dispositif carcéral « anti-terroriste » mis en place après le 11 Septembre, elle n'est pas la seule. Rien qu'en Irak, on en compte neuf autres où rien ne permet de penser que le traitement des prisonniers soit différent.

Mais l'administration Bush a constitué à l'étranger un véritable réseau de prisons plus ou moins secrètes où, selon l'organisation humanitaire Human Rights Watch, 10.000 personnes seraient aujourd'hui détenues. Bien sur, à l'échelle des prisons étasuniennes les

plus remplies du monde (voir plus loin) ce chiffre n'est pas considérable. La différence est qu'il s'agit de prisonniers mal connus et de détentions arbitraires dont le caractère commun est la violation des Conventions de Genève sur les prisonniers de guerre.

La grande majorité de ces 10.000 personnes est détenue en Irak - au moins 8000 prisonniers - mais il existe aussi 4 prisons en Afghanistan (Bagram, Kandahar, Jalalabad et Asadabad) auquel il faut ajouter un centre d'interrogatoire de la CIA à Kaboul sans oublier la fameuse prison de Guantanamo où croupissent aujourd'hui 600 prisonniers.

Le rapport de Human Rights Watch donne des indications sur la nationalité des prisonniers mais sans prétendre être exhaustif, le Pentagone censurant l'information autant qu'il peut. Les détenus seraient donc originaires des pays suivants : Algérie, Egypte, Inde, Iran, Irak, Jordanie, Liban, Malaisie, Oman, Royaume Uni Arabie saoudite, Somalie, Soudan, Syrie, Suède, Tunisie, Turquie, Ukraine et Yémen.

D'après la Croix Rouge Internationale, seule organisation autorisée à visiter la prison d'Abu Ghraib (visiter ne veut pas dire être présent en permanence et donc les tortures et autres sévices n'ont évidemment pas lieu au moment des visites) entre 70% et 90% des détenus sont arrêtés par erreur. Il faut donc comprendre que l'armée d'occupation et ses supplétifs irakiens opèrent en fait des rafles massives dans le but d'entretenir dans la population un climat de terreur.

L'organisation du système carcéral est la suivante : La gestion de la prison est confiée à la police militaire qui organise, surveille et ... maltraite. Le renseignement militaire intervient pour définir les objectifs : ce qu'il veut savoir, qui il faut faire parler. La police militaire a pour mission, disons, avec l'effroi que suscite le terme, « d'assouplir » le prisonnier c'est-à-dire en clair d'utiliser des procédés dûment répertoriés et détaillés dans les manuels du Pentagone et destinés à briser la résistance psychologique et physique des prisonniers avant les interrogatoires : privation de sommeil, privation de lumière, humiliations diverses auxquelles se rajoutent les viols et sodomisations qui ne sont pas prévus dans les manuels mais font partie du droit non écrit du vainqueur.

Une fois « assoupli », le prisonnier est conduit aux interrogatoires. Traditionnellement de la responsabilité des agents de la CIA, ceux-ci sont maintenant effectués par des agents privés recrutés à la hâte. En effet, la CIA n'a pas échappé à la grande mode des privatisations et manque aujourd'hui cruellement de spécialistes capables d'interroger les prisonniers en arabe, en kurde ou dans d'autres langues. Et si l'interrogateur ne parle qu'anglais il lui faut un interprète. Le problème est le même. Cette privatisation lancée au début des années 90 par Dick Cheney, alors Ministre de la défense et aujourd'hui Vice-Président, a entraîné la création de sociétés privées spécialisées. Deux d'entre elles sont aujourd'hui sous le feu des projecteurs : la CACI, siège à Arlington (Virginie) et TITAN siège à San Diego (Californie). Elles sont toutes deux citées dans le rapport de 53 pages présenté au Sénat par le Général Antonio Taguba.

Ces entreprises ont donc recruté des « interrogateurs ». Les offres d'emploi apparaissent sur Internet et CACI par exemple indique que des postes sont à pourvoir en Irak en Afghanistan et au Kosovo. Les embauchés doivent avoir la nationalité étasunienne, une certification « Top secret » délivrée par le Pentagone et une certaine expérience professionnelle. Le salaire annuel d'un « interrogateur » est d'environ 100 000 dollars soit environ trois fois le salaire d'un soldat.

Dans son rapport, le Général Taguba donne 4 noms d'interrogateurs ayant travaillé à Abu Ghraib et indique que les recrutements sont critiquables à plusieurs égards. Ainsi des émigrés kurdes aux Etats-Unis sont-ils embauchés sans formation uniquement parce qu'ils parlent la langue et quand à leur arrivée à la prison on leur indique que tel ou tel prisonnier faisait - vrai ou faux - partie de la police politique de Saddam Hussein, l'interrogatoire prend inévitablement une tournure brutale...

Parmi les 4 noms cités dans le rapport, trois ont suscité interrogations et curiosité. C'est ce qui ressort d'un article du journaliste indépendant Wayne Madsen, ancien employé de l'Agence Nationale de Sécurité et co-auteur (avec John Stanton) du livre : *Le cauchemar américain : la présidence de George Bush II*.

Le premier est celui de John Israël. Le rapport précise qu'il n'avait pas la qualification « top secret » requise mais, l'hypothèse que John Israël soit un faux nom pour un agent secret est prise très au sérieux par Wayne Madsen d'autant plus que la firme TITAN affirme qu'il n'était pas un salarié mais un sous-traitant et que la « compétence » des services

secrets israéliens en matière d'interrogatoire de prisonniers arabes est un fait bien établi par de nombreux témoignages de Palestiniens.

Le second est celui de Adel L. Nakhla qui semble être un citoyen égyptien et non étasunien et le troisième celui de Stephan Stefanowicz qui continuerait à exercer « ses talents » à Abu Ghraib alors que le Général Taguba a demandé que ceux qu'il cite soient relevés de leurs fonctions.

Bref, tout ceci fait revenir à la mémoire le mot de gangrène rendu jadis tristement célèbre par le livre d'Henri Alleg *La question* sur la torture en Algérie et donne des Etats-Unis l'image d'un pays où la démocratie est bien malade, où un pouvoir qui a dénommé l'invasion de l'Irak « Choc et soumission » récolte sur le terrain les fruits de son discours meurtrier et en porte l'entière responsabilité politique.

Mais dans l'archipel du goulag américain, la plus grosse île est, de loin, aux Etats-Unis

Un rapport récent de l'organisation étasunienne « Urban Institute » vient d'apporter un éclairage cru sur le cœur du dispositif.

Selon les chiffres publiés en Avril 2003 par le Département de la justice, la population carcérale des Etats-Unis s'élève à 2 019 234. Ce chiffre place les Etats-Unis à la première place mondiale de taux d'incarcération soit 702 prisonniers pour 100 000 habitants. A taux égal, la France aurait aujourd'hui plus de 400 000 prisonniers au lieu d'environ 60.000.

La progression est proprement effarante : 218 000 en 74, 316 000 en 80, 740 000 en 90 et 1 320 000 en 2000 soit 700 000 prisonniers de plus en 3 ans de gouvernement Bush. Pour faire face à cet afflux massif, il a fallu construire des prisons nouvelles. Au nombre de 61 en 1923, de 592 en 1974 elles sont aujourd'hui 1023. Depuis 1923, **la population des Etats-Unis a triplé, le nombre des prisons a été multiplié par 17 !** Cette véritable industrie carcérale est concentrée dans une dizaine d'Etats : Californie, Texas, New-York, Floride, Illinois, Michigan, Ohio, Georgie, Colorado et Missouri. Le Texas à lui seul compte 120 établissements pénitentiaires. La plupart des prisons nouvelles sont construites dans des comtés ruraux ou semi-ruraux à l'écart des grandes agglomérations et dans certains de ces comtés la proportion de la population derrière les barreaux atteint ou dépasse 20%. Les records sont atteints dans le comté de Concho au Texas (ex gouverneur George W. Bush) avec 33% de la population résidente en prison et dans le comté de Union en Floride (gouverneur : Jeb Bush, le petit frère) avec 30%.

Les comtés ruraux se bousculent pour accueillir les prisons nouvelles. Elles créent des emplois et dans les comtés à forte population carcérale le total « prisonniers+ gardiens + encadrement » peut représenter jusqu'à 40% de la population. La prison devient ainsi une mono-industrie et imprègne tout le tissu social.

Dans la plupart des cas les soldats et les privés qui travaillent dans les prisons en Irak ou en Afghanistan ont fait leur apprentissage dans les prisons US et ont gardé les mauvaises habitudes qu'ils avaient contractées chez eux.

Les prisons nouvelles permettent en incarcérant des prisonniers venus des grandes villes d'augmenter la population du comté. Le phénomène est doublement avantageux : les prisonniers sont recensés sur place et le chiffre de la population sert de base à la fois à l'octroi de nombreuses subventions fédérales et au calcul du nombre d'élus locaux. Mais comme les prisonniers n'ont pas le droit de vote (et pour la plupart ne le récupèrent pas après leur libération) il y a simultanément augmentation du nombre des élus et diminution du nombre des électeurs. Un rêve, car dans nos démocraties fatiguées, les élus aiment bien les élections mais moins les électeurs (soit « passifs » soit « jamais contents » !).

Bien sûr, la majorité des détenus vient des grandes zones urbaines et donc l'incarcération dans des zones rurales éloignées de leur domicile rend difficile le maintien des relations familiales surtout au sein des familles pauvres. Ce détour par les prisons déjà effectué avec brio par le sociologue français Loïc Wacquant conduit à une conclusion qui est une réponse à toutes les explications qui nous sont vendues sur les tortures en Irak : « bavures, mauvais encadrement ... » car ce détour est en fait un passage par le cœur de la société étasunienne contemporaine.

Les Etats-Unis sont en train d'étaler en Irak à la face du monde l'état exact de la crise de civilisation qui les affecte : affairisme, corruption, haine raciale, répression, loi du plus fort, règne des armes : le fusil à la maison, le bombardier à l'étranger, l'assassinat individuel ou de masse comme mode de résolution de tous les conflits.

La classe dirigeante est en crise : des diplomates critiquent ouvertement et sévèrement la politique étrangère du gouvernement, des généraux critiquent durement la politique militaire, Kerry qui sait la profondeur de la crise mais fait partie de l'establishment tente de sauver le système en critiquant non pas la politique de Bush mais son style, avouant que toute son ambition se limite à un changement de style.

La dégradation extrêmement rapide de la situation laisse penser que l'Irak va devenir le tombeau du rêve de domination mondiale des Etats-Unis sur le 21^e siècle.

Pour autant, et c'est l'enjeu de cette période qui est en train de clore la contre-révolution reaganienne, il faut tout faire pour que, de ses énormes décombres, n'émerge pas comme seule force politique un obscurantisme religieux réactionnaire, fleur vénéneuse de ce marécage historique, dont le seul projet est celui des fascistes espagnols « Viva la muerte ! »

Oulala.net 2 juin 2004

http://www.oulala.net/Portail/article.php3?id_article=1299

3 - L'Iraq des marais

ILS N'ONT PAS LE PERSONNEL

En Irak, les Etats-Unis souffrent de graves problèmes d'effectifs

Des spécialistes de la défense et des parlementaires sont inquiets sur les possibilités de maintenir, le cas échéant, une force militaire capable de faire face à une guérilla bien armée pendant plusieurs années

Au détour d'une phrase, le général Richard Myers, chef d'état-major des armées américaines, a récemment laissé entendre que l'armée pourrait rester en Irak encore cinq ans. « Il faudra un an, trois ans, probablement en fait quatre ou cinq pour que les forces de sécurité irakiennes aient la capacité de faire ce qu'il faut dans cet environnement difficile. » Mais le Pentagone est-il capable de maintenir en Irak plus de 100 000 hommes (145 000 aujourd'hui) sur une aussi longue période ? Des spécialistes de la défense et des parlementaires sont inquiets.

Les contraintes qui pèsent sur les effectifs de l'armée de terre et des troupes de marines sont considérables. Le représentant démocrate Charles Rangel, ancien de la guerre de Corée, et le sénateur démocrate Ernest Hollings, vétéran de la seconde guerre mondiale, prônent le retour à la conscription et ont déposé un projet de loi en ce sens. Il n'a aucune chance d'être adopté tant la mesure serait impopulaire. Selon un sondage réalisé pour le New York Times et CBS, plus de 70 % des Américains, démocrates comme républicains, y sont opposés. La conscription a été abandonnée en 1973 au lendemain de la guerre du Vietnam. Donald Rumsfeld, le secrétaire à la défense, a répété qu'il n'était pas question de la rétablir.

Le Pentagone a pourtant encore annoncé il y a quelques jours le rappel en service actif de 5 600 spécialistes de la réserve, soldats à la retraite ou dégagés de leurs obligations militaires. Ils seront incorporés dans des unités envoyées en Irak ou en Afghanistan avant la fin de l'année.

C'est la première fois que l'armée a recours à ce système d'urgence depuis 1991 et la première guerre du Golfe. Certains démocrates l'ont comparé à une « conscription masquée ». Plusieurs centaines de ces réservistes s'étaient portés spontanément volontaires au lendemain des attaques du 11 septembre 2001. Mais ce n'est plus suffisant. Comme le

reconnaît sous le couvert de l'anonymat un officier à Washington : « Cela fait des mois que nous raclons les fonds de tiroirs à la recherche du moindre soldat disponible. » Les unités d'instruction qui jouent traditionnellement le rôle des « ennemis », comme les 2 500 hommes du 11^e régiment de cavalerie mécanisée du centre national d'entraînement de Fort Irwin en Californie, vont être envoyés en Irak.

Même chose pour le 1^{er} bataillon de la 509^e division d'infanterie qui sert d'opposition pour la formation des forces spéciales à Fort Polk en Louisiane. Le service de dizaines de milliers de membres de la garde nationale a été prolongé de plusieurs mois. Le Pentagone a aussi oublié la promesse faite à certaines unités d'active, dont la 1^e division blindée stationnée en Allemagne, de ne pas servir plus d'un an en Irak. En mobilisant les réservistes, en contraignant les soldats de la garde nationale à rester quelques mois de plus sous les drapeaux, le département de la défense a réussi à faire passer les effectifs théoriques de l'armée de terre de 480 000 à 640 000 hommes. Pour autant, les officiers reconnaissent ne pas disposer de réserves stratégiques en Irak.

Le principal problème vient du système de la garde nationale et de la réserve. Mis en place après la guerre du Vietnam, il permettait de disposer d'une force représentative des citoyens du pays sur une base volontaire. La garde et la réserve ont surtout servi à faire face dans l'urgence à des catastrophes. Le système n'est pas fait pour maintenir longtemps dans des combats difficiles des unités inexpérimentées.

Or la garde nationale et la réserve représentent aujourd'hui 40 % des forces américaines en Irak et en Afghanistan et sans doute 50 % dans les prochains mois. A la fin de la semaine dernière, exactement 156 236 soldats à temps partiel se trouvaient en service actif. La réserve et la garde sont également présentes au Moyen-Orient, en Corée du Sud et dans les Balkans.

« Cela va bouger »

Pour mobiliser toutes ses ressources, le département de la défense a entrepris une réorganisation radicale du déploiement de ses forces à l'étranger. « Cela va bouger un peu partout », résume Douglas Feith, le sous-secrétaire à la défense. Deux divisions devraient partir d'Allemagne pour être ramenées aux Etats-Unis et des unités aériennes quitter ce pays pour la Turquie si Ankara en laisse le contrôle total à Washington. Des navires de l'US Navy devraient changer de base et quitter la Grande-Bretagne pour l'Italie. En Asie, d'ici à 2006, un tiers (125 000 hommes) des forces présentes en Corée du Sud seront rapatriées.

Des unités plus petites, mobiles et spécialisées, seront déployées dans des zones stratégiques. Les divisions importantes de Corée du Sud, d'Allemagne et même d'Okinawa au Japon seront réduites à des contingents symboliques. Au-delà, il faudrait aller jusqu'à recréer des unités supprimées à la fin de la guerre froide. Mais cela prend du temps et coûte cher.

Eric Leser
Le Monde, 10 juillet 2004

ILS N'ONT PAS LE PÉTROLE

L'Irak bataille pour assurer la sécurité de sa production de pétrole

Son exploitation et son exportation sont loin d'avoir retrouvé les niveaux d'avant guerre en raison, notamment, des attentats et des sabotages. Les fluctuations de la production perturbent les marchés alors que des doutes planent sur la gestion des revenus provenant de l'or noir

L'Irak a repris, mercredi 23 juin, à un RYTHME RALENTI l'exploitation de ses gisements dans les champs pétrolifères du nord et l'exportation vers le port turc de Ceyhan après les réparations effectuées sur l'oléoduc saboté il y a trois semaines. Les exportations ont également repris par les terminaux au sud du pays à la suite de la remise en état de

l'un des PIPELINES SABOTÉ il y a quelques jours. Actuellement 800 000 à 900 000 barils par jour (bpj) sont chargés alors qu'auparavant le chiffre pouvait atteindre 1,8 million. Quatorze mois après la fin de la guerre, on est encore loin des 2,2 millions de bpj exportés et d'une production proche de 2,5 millions de bpj. En raison, des attentats, d'un MANQUE D'ENTRETIEN et du vieillissement des installations, le principal revenu de l'Irak (95 % des ressources) reste très aléatoire.

Ce n'est certainement pas encore les exportations saoudiennes, mais, huit jours après l'imposant sabotage perpétré contre ses deux principaux oléoducs du sud, l'Irak a pu rétablir, mardi 22 juin, à peu près la moitié de ses exportations de brut via les terminaux offshore de Bassora et de Ceyhan en Turquie. L'un des oléoducs du sud a été réparé. Entre 800 000 et 900 000 barils par jour sont de nouveau exportés. Le second oléoduc, qui a une plus grande capacité, devrait être remis en état prochainement, tandis que le brut coule à nouveau au nord après trois semaines d'interruption.

La question, qui hante aussi bien les opérateurs d'un marché international extrêmement tendu, que le gouvernement intérimaire irakien qui dépend à 95 % de ses ventes de brut à l'étranger pour assurer ses dépenses, est de savoir pour combien de temps ? Relativement sécurisé jusqu'à ces dernières semaines, le grand sud du pays, peuplé de chiites peu enclins au terrorisme et au sabotage économique, constituait jusqu'à présent la principale voie par laquelle transitaient l'essentiel des exportations de pétrole.

Les oléoducs du nord, qui permettent d'acheminer le brut vers les raffineries du sud et en direction des terminaux de Ceyhan, étant constamment attaqués. Ils ne fonctionnent d'ailleurs qu'épisodiquement. Depuis début avril, 13,6 millions de barils seulement ont pu être acheminés du nord vers les tankers qui viennent s'ancrer sur la côte turque. Iyad Allaoui, le premier ministre intérimaire irakien, a fait état la semaine dernière de 130 attaques en sept mois, qui ont privé l'Irak de plus de 200 millions de dollars de recettes.

A l'époque de Saddam Hussein, pour protéger ses précieux « tuyaux » des offensives de la résistance kurde, le raïs avait mis en place une « police du pétrole » de plusieurs dizaines de milliers d'hommes venus des tribus arabes. Après l'invasion américaine, comme tous les autres services de sécurité, celle-ci a été démantelée. Neveu du chef politique kurde qui porte le même nom, Ghazi Talabani, nommé responsable de la sécurité pétrolière pour le nord avait entrepris de remplacer les policiers arabes par des combattants kurdes (peshmergas), sous la bannière d'une entreprise sud-africaine de sécurité, Erynis, elle-même engagée sous contrat par la coalition.

Les attentats n'ont pas cessé. Et Ghazi Talabani, de même que son garde du corps personnel, ont été tués par des inconnus en plein centre de Kirkouk, le 16 juin. Trois jours après, le 19, son remplaçant, Ahmed Hassan Ghissis, indiquait que trois obus avaient sérieusement endommagé le nouvel oléoduc en construction vers la Turquie, à 75 km à l'ouest de Kirkouk.

Thamer Ghadbane, le nouveau ministre du pétrole, a pris la mesure du problème. Dès le début du mois, il a clairement laissé entendre que son ministère envisageait de reconstituer l'ancienne « police du pétrole », avec des effectifs qui passeraient d'environ 10 000 gardes, à plus de 14 000 et qui seraient enfin équipés de moyens de communication et d'armements modernes. Il y a 7 000 kilomètres d'oléoducs à protéger. Il n'est pas exclu - mais qui peut le dire avec certitude dans l'opacité, dénoncée par l'ONU, qui règne dans les méthodes comptables de l'Autorité provisoire de la coalition (CPA) ? - que les 500 millions de dollars dont le déboursement du Fonds de développement irakien (FDI) a été autorisé, le 15 mai, par la CPA et son patron sortant, l'ambassadeur Paul Bremer, pour « les forces de sécurité » leurs soient destinés. La même somme, qui s'ajoute aux 3,2 milliards de dollars de fonds américains alloués par le Congrès pour 2004, avait déjà été prélevée sur le FDI un mois plus tôt.

Le ministre Thamer Ghadbane reste cependant optimiste. « Nous pensons toujours, confiait-il le 6 juin, dépasser notre production d'avant-guerre (2,5 millions de barils/jour) d'ici la fin de cette année, avec 3 millions de barils/jour. » Pour l'heure, la production totale tourne autour de 1,8 à 1,9 million seulement. Pour expliquer cette lenteur, les responsables avancent l'état décrépit des installations et des stations de pompage que la société KBR, filiale du groupe américain Halliburton, devaient moderniser, et qui demeurent, pour l'essentiel dans leur état d'antan.

« Les conseillers pétroliers américains ont laissé les Irakiens produire selon les mêmes schémas que sous Saddam Hussein, sans se préoccuper de l'entretien des puits. L'objectif fixé était d'augmenter la production à tout prix pour dégager les revenus d'exportation et payer les salaires des fonctionnaires », comme le souligne au Monde Ruba Husari, de la revue Energy Intelligence. Cette stratégie d'augmentation de la production a accentué les problèmes d'un secteur délabré à cause des dévastations des guerres, des sanctions de l'ONU et de l'exode de ses meilleurs techniciens.

La mise en route, en juillet 2003, du projet RIO (Restoration of Iraki Oil) doté par les Etats-Unis d'un budget de quelque 3 milliards de dollars, a été semé d'embûches : retards du principal contractant, Kellogg Brown & Root, rotation trop rapide des conseillers pétroliers américains, absence de contrôle du ministère sans parler des actes de sabotage. Le lancement des projets de 450 millions de dollars financés séparément par le fonds de développement de l'Irak s'est heurté aux mêmes obstacles.

Patrice Claude
Le Monde, 25 juin 2004

" NOUS LUTTONS AUSSI POUR VOUS "

Compte-rendu de la Conférence du 15 mai

Le 15 mai dernier, à Paris, s'est tenue la première **conférence internationale de solidarité avec le peuple irakien en lutte**. Près d'un millier d'organisations militantes avaient apporté leur soutien ou fait le déplacement à cette rencontre. La liste des adhésions, très internationale -provenant de plus d'une quarantaine de pays-, était impressionnante. Aux côtés d'anciens responsables politiques de premier plan, comme le Président algérien Ahmed Ben Bella ou le Premier ministre portugais Vasco Gonçalves, figuraient de prestigieux intellectuels progressistes, tels le Franco-égyptien Samir Amin, l'Américain James Petras ou la Cubaine Isabel Monal. De hauts responsables de mouvements sociaux ou de partis politiques de tous les continents avaient également signé l'appel de soutien de cette conférence. Fort nombreuses étaient les signatures de l'Amérique latine, tout spécialement du Brésil : du Parti communiste du Brésil (PCdoB) à la coordination nationale du Mouvement des Travailleurs ruraux sans terre (MST).

Le comité organisateur, qui comprenait en particulier l'Irakien Subhi Toma et les Français Georges Labica -qui présida aux débats-, Jean-Pierre Page et Bruno Drweski, avait invité et réussi à faire venir en France plusieurs camarades irakiens de la résistance intérieure. Leurs témoignages, portant notamment sur les combats qui ont eu lieu ces derniers jours à Falloujah, fissurèrent la chape de plomb de la désinformation diffusée par les états-uniennes et les médias occidentaux, et soulevèrent une très vive émotion dans l'assistance. Ce que nous avons tous compris, c'est qu'un peuple entier est désormais en lutte contre l'agresseur impérialiste, et non pas seulement quelques éléments isolés ou issus de l'ancienne garde présidentielle et du parti Baath. Ce que nous avons tous pensé, c'est que lorsqu'un peuple entier entre ainsi dans la lutte, il devient invincible. Ses souffrances peuvent être immenses et durer trop longtemps, mais sa victoire n'est qu'une question de temps. Les États-Unis seront défaits en Irak, comme ils l'ont été auparavant au Vietnam.

Les camarades présents parmi nous ont déclaré qu'à Falloujah, par exemple, des milliers de personnes venues des campagnes environnantes ont cherché à pénétrer dans la ville pour apporter leur soutien aux combattants irakiens, qu'ils ont vu des femmes et des vieillards transporter pour eux des munitions au péril de leur vie, que des médecins étaient obligés de briser l'encercllement de leurs hôpitaux pour aller porter secours aux blessés, soignés dans des conditions épouvantables. La résistance irakienne est même parvenue à souder face à l'ennemi impérialiste commun des composantes hétérogènes du peuple -supposées se haïr et que seule la présence de l'occupant empêcherait paraît-il de s'entretuer- : Sunnites, Chiites et même Chrétiens. Ils ont encore vu des ouvriers imprimeurs communistes venus d'une lointaine région du pays y défendre jusqu'à des

mosquées, soumises aux tirs des soldats de la coalition impérialiste. Les États-Unis font la guerre pour le pétrole, les Irakiens pour la liberté : " Ils nous ont tout pris, nous n'avons plus rien à perdre ".

Les camarades ont également affirmé que les mauvais traitements infligés aux prisonniers irakiens ne sont assurément pas des actes isolés, perpétrés par des individus qui auraient désobéi aux ordres de leurs supérieurs et outrepassé leurs pouvoirs. Les tortures sont selon eux organisées en haut lieu. Les violences perpétrées contre les civils irakiens (des femmes et des enfants en particulier) font système. L'objectif des États-Unis est d'anéantir un peuple. Plus de 130 000 Irakiens seraient actuellement emprisonnés par les troupes d'occupation, en différents points du pays, dont près de mille femmes qui ne sont accusées d'aucun crime, mais détenues parce que leurs époux n'ont pu être capturés. Plus de 600 enfants de moins de 13 ans seraient également détenus en otages par l'armée états-unienne pour faire pression sur leurs pères entrés dans la résistance. De nombreux viols, y compris d'enfants, ont été enregistrés. Il ne fait pas de doute que le nombre de morts irakiens tués depuis l'invasion du pays dépasse très largement les 50.000 annoncés par les médias occidentaux.

Les messages de soutien au peuple irakien sont venus de toutes parts. Parlant au nom d'un peuple dont la culture de résistance fait l'admiration du monde, l'ancien ambassadeur de Cuba en Irak, Ernesto Gómez Abascar, qui demeura à Bagdad jusqu'au 18 avril, soit bien après le départ des autres représentations diplomatiques, 10 jours après l'invasion du pays et la chute du pouvoir devant lequel il avait été accrédité. Son discours fut salué par des applaudissements nourris et des : " ¡ Viva la revolución cubano, viva ! ". L'un des hauts responsables de la Fédération générale des Syndicats de Syrie prit aussi la parole pour réclamer le retrait des troupes d'occupation, le démantèlement de toutes les armes de destruction massive au Moyen Orient et la paix dans la région. Des camarades espagnols, portugais, italiens, britanniques ont également apporté leur soutien au peuple irakien en lutte pour sa libération. Car c'est bien en Irak que se situe aujourd'hui le premier front de lutte anti-impérialiste. " Nous luttons aussi pour vous. nous avons besoin de votre solidarité ".

Rémy Herrera
24 mai 2004

4 - Le piège afghan

TRAJECTOIRE D'UNE CHUTE

After the 'liberation', a forgotten nation falls apart

By **Kim Sengupta** in London

At the Nato summit in Istanbul, the US and Britain squared up to France yet again. But this time the row was not over Iraq. They quarrelled over which troops should be sent to a country that had already been liberated - Afghanistan.

Amid the wrangling, one man cut a forlorn figure. Hamid Karzai, the Afghan leader appointed with a nod of approval from the West, cares little whether it is a Nato response force or reserve troops that fly in. He simply needs help.

"I would like you to please hurry. Come sooner than September, please." September is when elections are due.

Tony Blair may have pledged that Afghanistan would not be abandoned, but after the Taleban was ousted, Washington and London's focus shifted east to Iraq. Meanwhile, the toll of dead and maimed is rising. The infrastructure is non-existent, opium production is rocketing, warlords control large swathes of the country, and the Taleban are back. Afghanistan is unravelling piece by piece.

The Afghan elections have been postponed already, from June, due to the endemic violence. A second cancellation may finish off what is left of the Afghan president's credibility. According to international agencies, out of 10.5 million people eligible to vote, only 1.6 million have been registered. (President Karzai maintains at least five million names are now on the electoral list.)

What is not disputed, however, is that the Islamists, the Taleban and the forces of warlords have systematically targeted United Nations workers organising the elections, as well as international aid workers. Dozens have been murdered and the UN has pulled out of some areas. Three years ago, Karzai was the toast of the West. Since then he has survived coups and assassination attempts.

Some of his allies did not. Vice-President Haji Abdul Qadir was shot dead in Kabul, and the civil aviation minister, Abdul Rahman, was beaten to death at the capital's airport. It was intended that the body charged with keeping peace, the International Security Assistance Force (ISAF), would spread out of Kabul to the rest of the country three years ago. But its 6500 members remain stuck in the capital.

The ISAF commander, the Canadian Major General Rick Hillier, asked for just 10 helicopters; not one has been delivered. And it remains extremely dangerous in Kabul. After the fall of the Taleban, the streets were busy until the 10pm curfew. Now they are deserted by 8pm. Gunfire echoes at night. Just a few weeks ago, two aid workers were stoned to death only 15 minutes from the centre of the city.

The Government of Hamid Karzai was supposed to gain control of the country, and the key to this was the warlords, who ran virtually autonomous fiefdoms backed up by private armies. But temporary concessions were followed by setbacks. The failure of international forces to enforce the writ of the government outside Kabul has allowed the warlords to re-establish themselves.

Karzai has sought \$US27.5 billion (\$43.66 billion) in international aid over seven years, and received just a fraction of this. The money for humanitarian programmes, so far, has been \$US4.5 billion. In the meantime, the military bill for the Pentagon is a staggering \$50 billion. While the ISAF cannot get even one helicopter, the US military is involved in operations in the mountains of eastern Afghanistan. Its mission is not primarily, however, security inside Afghanistan, but a hunt for Osama bin Laden.

The Karzai Government has made a determined effort to return children to school after the years of Taleban law which saw education reduced to ritual chanting from the Koran. The UN says school attendance has doubled, with nearly two million enrolled, but poverty has meant many children are now drifting off to work to help support their families.

After the war, dozens of girls' schools reopened throughout the country. But the Islamist backlash has seen many closed down again. Last month three young girls, aged eight to 10, were poisoned in eastern Afghanistan, apparently as a punishment for attending lessons.

The years of war and neglect have left the Afghan economy at not much above subsistence level. Fifty per cent of the Afghan gross national product comes from drugs. According to the White House Office of National Drug Control Policy, the area of poppy cultivation has grown from 1685ha in 2001 to 61,000ha last year.

Attempts have been made to restore water and power. But Taleban strikes have halted much of that. Only 9 per cent of people have access to electricity. Safe drinking water is estimated to be restricted to 6 per cent.

New Zealand Herald, 1er juillet 2004

<http://www.nzherald.co.nz/storydisplay.cfm?storyID=3575765&thesection=news&thesubsection=world&thesecondsubsection=&reportID=61564>

5 - Le pays des faux-juifs

ILS SE PRÉPARENT À FOUTRE LE CAMP

Quand des Israéliens se redécouvrent polonais, lituaniens ou hongrois....

Jérusalem de notre correspondant. L'élargissement de l'Union a eu une conséquence inattendue... en Israël : la ruée vers les passeports des futurs pays membres. Le témoignage d'un quinquagénaire, Mordehaï Gil, publié le 11 mars dans *Yediot Aharonot*, le grand quotidien populaire, résume le sentiment général. "J'aime Israël et je ne compte pas en partir mais, avec la situation actuelle, **on ne peut pas savoir de quoi demain sera fait. Pourquoi ne pas profiter des avantages de l'Union européenne ?** Cela ne peut faire de mal à personne", confiait l'impétrant.

Comme de nombreux Israéliens, et en dépit d'un passé particulièrement douloureux en Pologne, Mordehaï Gil, né en 1940, a déposé un dossier auprès de l'ambassade de Varsovie en Israël. Depuis des années, cette course au passeport stimule les imaginations. Des Israéliens ont par exemple tenté leur chance auprès des autorités chypriotes. Avant la création de leur Etat, nombre de réfugiés cherchant à gagner la Palestine avaient été refoulés par la puissance mandataire de l'époque, la Grande-Bretagne, vers des camps de transit sur cette île, où ils avaient reçu des titres provisoires de résidents. Chypre adhérent aujourd'hui à l'UE, certains Israéliens s'en sont alors souvenus pour demander la "nationalité" chypriote.

Mais la plupart se dirigent vers les consulats de leurs pays d'origine, parce qu'eux-mêmes, ou plus souvent leurs parents, y sont nés : Pologne, pour la plupart, mais aussi République tchèque, Hongrie, Lituanie, ou même Roumanie et Bulgarie, qui devraient, elles, intégrer l'UE dans trois ans. En décembre 2003, l'institut de sondage israélien Dahaf a réalisé, à la demande de la Commission européenne, une enquête sur le sujet. Résultat : **plus de 700.000 Israéliens pourraient être concernés par l'élargissement de l'UE.** Actuellement, 330.000 citoyens israéliens disposent déjà d'un second passeport émis par un Etat membre de l'Union (une majorité de binationaux israélo-allemands, mais aussi beaucoup d'Israélo-Français). L'ouverture de l'Europe à des anciens satellites de l'URSS permettrait, selon Dahaf, de tripler ce nombre.

Sentiments ambivalents

La ruée vers ces futurs passeports européens dit bien l'ambivalence des sentiments en Israël vis-à-vis d'une Union européenne régulièrement **décriée** par les politiques et dans la presse. Selon l'institut Dahaf, 75 % des personnes interrogées jugent insuffisantes les réponses apportées en Europe à la multiplication des actes antisémites et estiment prioritaire la relation avec le puissant allié américain, aux dépens d'une UE jugée trop sensible aux thèses palestiniennes. Dans le même temps, 85 % se déclarent "favorables" ou "plutôt favorables" à la candidature d'Israël à l'Union, et 90 % considèrent "importantes" les relations d'Israël avec elle.

Gilles Paris *Le Monde*, 29 avril 2004

Il resterait à poser la question aux Européens de savoir s'ils accueilleraient avec plaisir des centaines de milliers d'acteurs et de bénéficiaire du génocide des Palestiniens dans une Europe que tous ces gens n'ont cessé de mépriser. Ils aiment l'Amérique ? Qu'ils y aillent. Le Colorado les attend. Sans même parler de l'accueillant Birobidjan !

LA NATIONALITÉ ISRAÉLIENNE N'EXISTE PAS

State refuses to register 'Israeli' nationality

By Yuval Yoaz

Offering citizens the option to register as Israelis in the "nationality" clause in their identity cards "does not reflect, is not suitable and undermines the very principles under which the State of Israel was created," according to the State Prosecutor's Office.

This statement was recently submitted to the High Court of Justice in response to a petition filed five months ago by 38 intellectuals and politicians, who demanded that the state allow them to register as Israelis in the nationality clause of their identification cards.

The state, the petitioners note, acknowledges 135 different nationalities for registration purposes, including Assyrian, Samaritan, Druse, Hebrew and of course Jewish and Arab, yet does not allow registration as Israeli.

In its response, the state claims that "the dictionary definition of a nationality is «a nation, a people; a large group of people of a joint origin, common destiny and history and usually a shared spoken language.» Thus, the state argues, registering as "Israeli" would not reflect the "national and ethnic identity" of the petitioners.

Professor Uzi Ornan, one of the petitioners, says the opposite is true. "The state is afraid that if it agrees to register an Israeli nationality, it will create a **de facto separation** between Jews abroad and Jews living in Israel as part of an Israeli nationality.

Among the 135 entries that are allowed under the nationality clause there are some that reflect a political nationality and some an ethnic one. It's funny to think that only a non-Jewish Israeli can register as Arab, while an Egyptian wishing to become a citizen would be registered as Egyptian rather than Arab."

Ha'aretz 19 mai 2004, "Israeli State refuses to register 'Israeli' nationality"
<<http://www.haaretzdaily.com/hasen/pages/ShArt.jhtml?itemNo=429149>>>

135 nationalités mais pas "israélien"... Ça en dit long... En tout cas, nous avons raison de parler de "juifs" et non pas d'Israéliens, puisque l'Etat juif lui-même en ignore l'existence...

6 - Les mystères de New York

PETITES DESTRUCTIONS ENTRE AMIS

Le *New York Times* vient de révéler que l'on a détruit des traces de conversation entre les tours de contrôle et les pilotes pour des raisons très floues (http://truthout.org/docs_04/050704A.shtml). Bel exemple de censure immédiate. On ne pourra certainement pas reconstituer les précieuses conversations...

Le trou de sortie au Pentagone a-t-il été fait par l'objet volant non identifié qui l'a percuté ou par les secouristes comme l'indiquerait une interview (<http://pentagon.batcave.net/hole.html> bas de la page) ? Plus on examine les sources plus ça se complique. Il faudrait sans doute une bonne reconstitution physique avec projection d'avions (757 avec bombe à charge orientée ou 747), de missiles ou d'autres bombes volantes sur un bâtiment identique au Pentagone. Cela ferait beaucoup, mais après tout, dans le contexte actuel, il y a vraiment des bombardements qui se perdent...

CONSTRUCTION DE SITE

Il y a des changements sur mon site sur l'attaque du Pentagone.

J'ai créé une nouvelle section qui regroupe tous les éléments techniques de l'attaque du Pentagone, elle même divisée en sous-sections qui sont elles-mêmes sub-divisées en pages. L'arborescence du site a maintenant trois niveaux. Je promets que je n'ajouterai jamais un quatrième niveau.

<http://earth-citizens.net/pages-fr/attcrash.html>

Dans cette section, j'ai amélioré la "page trajectoire", avec maintenant plusieurs vues montrant la trajectoire d'approche, les obstacles, la position des témoins. Les choses sont claires : un Boeing s'est écrasé sur le Pentagone le 11/9, après avoir volé au dessus de Columbia Pike, de la façade Sud de l'annexe de la Navy, et frappé plusieurs lampadaires au carrefour de Washington Blvd. Cette attaque a été soigneusement planifiée, ce qui constitue une indication sérieuse de conspiration.

<http://earth-citizens.net/pages-fr/tra-appr.html>

Dans cette même section, j'ai amélioré la page "bombe ou pas bombe", avec des témoignages, de nouvelles photos et des analyses. Une charge creuse a très certainement été utilisée dans cette attaque. L'hypothèse d'un pénétrateur à uranium appauvri me paraît de plus en plus probable.

<http://earth-citizens.net/pages-fr/deg-interne.html>

La manière dont le "911 truth movement" a évolué depuis l'année dernière, avec une scission entre les partisans des théories "MIHOP" et "LIHOP" rend ma position inconfortable, puisque je suis toujours dans une position qui consiste à dire que trois théories peuvent expliquer l'attaque du Pentagone:

- LIHOP (Let It Happen On Purpose). La défense aérienne a été délibérément clouée au sol.

- HIHOP (Help It Happen On Purpose). Exercice anti-détournement faussement échoué, avec contrôle final des avions par des moyens électroniques.

- MIHOP 3 (Make It Happen On Purpose). Détournement effectué totalement par des moyens électroniques (c'est la position d'Eric Bart).

Voir ma page "scenarios" pour les détails :

<http://earth-citizens.net/pages-fr/cfr-scnpl.html>

Etre le premier (je crois) à avoir proposé la théorie HIHOP, ce qui en fait ma favorite, ne m'amène pas à penser que c'est la seule possible : les deux autres théories méritent, à mon avis, d'être défendues. Comme Eric Bart, qui défend la théorie MIHOP 3, je pense que l'avion qui a attaqué le Pentagone contenait une charge militaire à bord. Nos avis divergent sur la présence d'un pénétrateur à uranium appauvri dans cette "bombe" : il dit "non" et je dis "oui".

J'ai créé une section "information - désinformation", où j'examine un certain nombre d'aspects sur d'autres théories, et aussi sur les médias. Certaines des informations sont tirées d'anciennes pages, certaines sont totalement nouvelles. Cette section inclut des sujets très controversés, dont certains ont été retirés de la partie "analyse technique". Il y a une analyse complète et un "démontage" d'une attaque particulièrement vicieuse de la chaîne de télévision Arte. J'ai tenté là une nouvelle manière de présenter une émission de télévision sur Internet, de la critiquer et d'y apporter des réponses. J'espère que vous apprécierez cette présentation, bien que, j'en suis conscient, les deux films en "storyboard" soient assez longs à charger.

<http://earth-citizens.net/pages-fr/infodis.html>

J'ai créé un sondage sur l'événement du 11 septembre, hébergé par un site spécialisé : "misterpoll.com". Je vous invite à donner votre opinion sur ce qui s'est passé le 11

septembre sur ce site. J'espère que les réponses seront intéressantes pour les personnes qui recherchent la vérité. Les questions et réponses sont en anglais, je m'en excuse...

<<http://www.misterpoll.com/1708258138.html>>

Vous noterez, en bas de chaque page du site, un bandeau pointant vers le site de "liberty bound". Il s'agit du site qui fait la promotion du film *Liberty Bound* de Christine Rose. J'ai eu la chance de voir le film et de rencontrer Christine Rose à Paris. Je considère ce film comme un document historique. Il a été tourné bien avant *Fahrenheit 911* puisqu'il était prêt à la fin de l'été 2003, à une époque où tant de gens applaudissaient à la "croisade" de Bush en Irak, et pas seulement aux Etats Unis. C'est le cri de révolte d'une jeune Américaine qui refuse la dérive de son pays vers le fascisme. Il ne tombe pas comme *fahrenheit 911*, dans un sentimentalisme larmoyant. Il ne s'égare pas dans des considérations politiques erronées, comme la mise en accusation du gouvernement saoudien pour les attentats. Il n'y a pas de considérations déplacées, comme des sarcasmes sur certains "alliés des Etats Unis" (le Maroc...). Mais il y a, et c'est très fort, la comparaison entre la montée du fascisme en Europe dans les années 30 et ce qui se passe aux Etats Unis. C'est un film coup de poing. J'ai dit à Christine que si j'avais été dans le jury à Cannes, j'aurais voté pour son film plutôt que pour *Fahrenheit 911*. Mais malheureusement, je n'étais pas dans le jury à Cannes :)

J'invite ceux qui peuvent à aller le voir : il est projeté à Paris, et sera projeté en septembre dans les grandes villes de province. Pour les autres, notamment au Canada, il est possible de commander un DVD. Je vous invite à faire la promotion de ***Liberty Bound*** : le film le mérite, et Christine le mérite elle aussi !

<<http://www.libertybound.com>>

Cordialement,
Jean-Pierre Desmoulins

Ajoutons ceci : ***Liberty Bound* will be showing in Paris through July at:
Espace St Michel 7 place Saint
75005 PARIS!**

PASSAGERS

On sait, d'après le NYTimes que les journalistes s'étaient fait rembarquer le soir du 11 septembre 2001 pour obtenir des listes des passagers.

Voici ce que ça a donné ensuite lorsqu'on a leur a donné la version officielle sur le crash supposé du vol AA 11.

Gerard Holmgren s'est efforcé de recouper les listes de passagers du premier avion à avoir prétendument frappé le World Trade Center, et a découvert que les grands médias ont donné des listes légèrement différentes, que quatre des passagers de ce vol apparaissent également dans la liste des passagers du deuxième avion (le prétendu vol UA 175). Il apparaît alors qu'un certain nombre de passagers annoncés soient fictifs, et qu'en ajoutant aux nombres de passagers innocents le nombre de pirates supposés (cinq), on parviendrait à plus que le chiffre de 92 passagers au total, chiffre repris par presque tous les médias à chaud. Voir :

<<http://portland.indymedia.org/en/2004/05/288505.shtml>>

ou <<http://www.911closeup.com/index.shtml?ID=65>>

Maintenant, d'où viennent ces faux noms ? Ou d'où vient le chiffre de 92 passagers ? Les enquêteurs ont-ils enlevé le nom de certains passagers, non pas par égard pour leurs familles, puisqu'il n'en était alors plus question, mais pour laisser entendre que des terroristes arabes étaient présents sur les vols avec leurs vrais noms, et ont-ils, ce faisant, enlevé des noms différents à chaque média ? Puis certains médias ont-ils ajouté des noms d'après des témoignages qu'ils avaient recueillis, et qui se seraient révélés faux ? Rien de clair dans cette affaire...

7 - Le ROW

SECOUSSES DANS UN PANIER DE CRABES

27.04.04 - Canada : " Au nom de la Torah ", de Jakov Rabkin, est devenu une bible de la propagande palestinienne

20 avril, 19h, à la librairie Olivieri, aux abords de l'Université de Montréal. Ils sont une petite centaine, ce qui est loin d'être négligeable pour Montréal, à attendre que **Yakov Rabkin** commence à présenter son livre : " Au nom de la Torah. Une histoire de l'opposition juive au sionisme ". Des professeurs d'université sont là, des membres d'organisations pro-palestiniennes, " Ta'ayush ", " Shalom-Salaam ", " Solidarité pour les Droits humains des Palestiniens ", mais aussi des hommes en noirs, barbus, coiffés de kippas ou de chapeaux noirs. Tous ne sont pas venus pour les mêmes raisons...

Après une longue introduction du livre par l'auteur, l'animateur de la soirée, Marcel Fournier, prend aussitôt ses distances pour expliquer qu'il était sioniste avant sa lecture et qu'il le demeurerait. La période des questions s'ouvre. Quelques personnalités juives attaquent directement : " Yakov, on ne peut pas écrire n'importe quoi quand même ! Les Centres Hillel ne font pas de recrutement pour l'armée israélienne ! ". Les pro-palestiniens huent. Un religieux se lève et demande : " M. Rabkin, aucun de nos *chachamim* (sages) n'a jamais écrit un livre nommé " au nom de la Torah ". L'avez-vous écrit en tant qu'historien, que *chacham* (sage) ou que *am ha'aretz* (ignare) ? " Silence dans la salle. Hormis quelques juifs, et Rabkin lui-même, personne n'a compris l'injure, bien que tous la devinent. Les libraires observent la scène les yeux écarquillés : pourquoi tous ces juifs religieux s'en prennent-ils à l'auteur coiffé lui aussi d'une kippa, tandis que des gens coiffés de keffiehs palestiniens volent à son secours ?

Professeur d'histoire à l'Université de Montréal, Yakov Rabkin s'est taillé une réputation de spécialiste du Moyen-Orient et du judaïsme. Un exploit pour ce réfugié d'Union soviétique arrivé à Montréal dans les années 70 avec de vagues notions sur le sionisme et le judaïsme. Il est aussi considéré comme un " juif juste ", titre que se décernent entre eux des membres d'organisations juives pro-palestiniennes pour avoir " souffert de discrimination " en raison de leurs sympathies pour la cause palestinienne. Son discours est largement tributaire des sectes ultra-orthodoxes marginales pour lesquelles la destruction d'Israël est passée du dogme théologique à l'obsession idéologique. Leurs prestations provocatrices dans les manifestations pro-palestiniennes en Amérique du Nord et en Europe en témoignent.

Depuis près de cinq ans, Rabkin serine en effet, du haut des tribunes montréalaises, que **l'État d'Israël doit être démantelé** pour faire place à un État binational où les juifs vivraient en minorité sous la bienveillante protection de leurs concitoyens musulmans.

Pourtant, l'homme n'a pas toujours été un adversaire d'Israël. Certains de ses collègues assurent même qu'il a déjà été un fervent sioniste. Il aurait même tenté, sans succès, de se trouver un poste de professeur en Israël.

D'emblée, l'ouvrage de Rabkin prétend paradoxalement que ce que l'auteur appelle " l'opposition de la tradition juive " au sionisme est un sujet " souvent occulté, voire censuré ". Vraisemblablement, l'auteur ignore le livre du politologue israélien Ilan Greilshammer, *Les hommes en noir*, pour ne nommer que celui-là.

Plus curieux encore, Rabkin postule que, " parmi les inconditionnels d'Israël, il y a moins de juifs que de chrétiens " - ce qui en chiffre absolu est peut-être vrai mais ne dit rien en soi sur la proportion de juifs ennemis de l'existence d'Israël. L'ennui, c'est que l'auteur élabore ainsi une argumentation qui exagère quantitativement l'importance des juifs antisionistes. En vérité, **son livre a pour but de nier le caractère juif d'Israël, de le priver de sa légitimité tant nationale que territoriale et d'insinuer que les juifs de la diaspora**

et les citoyens d'Israël eux-mêmes sont significativement divisés sur l'existence d'Israël.

L'argumentation de Rabkin repose en grande partie sur la recension monotone d'écrits de rabbins d'Europe de l'Est du 19ème siècle et de la première moitié du 20ème siècle, tels ceux du fondateur de Netouré Karta, Amram Blau. Le lecteur y apprend que selon " la tradition juive ", la shoah fut une punition de Dieu imputable au sionisme, que l'eschatologie juive interdit la " conquête " d'Eretz Israël par la force, que la condition du juif est et doit demeurer celle de l'exil jusqu'à la rédemption qui viendra avec le messie espéré. Le sionisme, perçu par ces juifs pieux comme une tentative d'accélérer la rédemption, est dès lors dénoncé comme une hérésie aux antipodes du judaïsme.

La confrontation ne s'arrête pas là. La tension entre le sionisme et le judaïsme orthodoxe serait telle que Rabkin déclare sans ambages que " l'opposition de la nouvelle identité israélienne à la tradition juive est bien documentée, et [que] ce sont les résultats de cette opposition qui expliquent l'hostilité envers le judaïsme que l'on trouve souvent en Israël et qui n'a point de parallèle dans la diaspora. Le rejet du judaïsme y atteint une intensité inconnue dans d'autres agglomérations juives du monde. " (Rabkin 2004, p. 49)

Il va sans dire que le rejet du sionisme s'accompagne du rejet de la modernité, de la Haskala (lumière juives) et de l'émancipation des juifs, phénomènes historiques liés entre eux qui ont engendré la laïcisation des juifs, qui, en somme, est le foyer véritable de l'antisionisme judaïque. L'émancipation aurait modifié le sens de l'histoire des juifs. En adoptant les modèles interprétatifs historiques européens, les juifs auraient cessé de comprendre leur histoire à travers le prisme de l'eschatologie rédemptrice du judaïsme et auraient conclu que l'exil faisait des juifs des " perdants " de l'histoire. Parce que le sionisme est une idéologie inspirée des mouvements nationalistes européens, s'adressant en premier lieu aux juifs émancipés et laïcs, il représenterait pour Rabkin une déchirure dans la continuité historique et spirituelle du judaïsme. Le Sion spirituel des ultra-orthodoxes et la Jérusalem terrestre des sionistes seraient irréconciliables.

Mais alors comment expliquer le phénomène orthodoxe sioniste pour qui l'État d'Israël et la rédemption messianique ne s'excluent pas mutuellement ? Rabkin n'y répond pas plus qu'il n'a répondu aux objections des juifs religieux venus l'écouter - ce qui lui a valu les applaudissements des militants pro-palestiniens présents.

Une histoire de cette opposition théologique à la création de l'État moderne d'Israël n'aurait certes pas été sans intérêt, si elle n'était pas aussi tendancieuse que l'ouvrage de Rabkin. Car loin d'être un travail d'historien, il s'agit bel et bien d'un **pamphlet politico-religieux antisioniste** (la recommandation de Noam Chomsky au dos du livre le garantissait presque) dans lequel l'auteur attribue à certaines sectes des mouvements haredi et hassidiques le monopole de la tradition juive et obscurcit la longue tradition du nationalisme juif et du sionisme religieux véhiculée par des groupes religieux tout aussi attachés à la tradition juive que prétendent l'être les Satmar ou Netouré Karta.

Contrairement à Yeshayahu Leibowitz qui a su défier le sionisme sur un terrain philosophique, Rabkin se rabat sur un judaïsme suranné, obscurantiste et marginal dans la vaine entreprise de déjudaïser le mouvement d'émancipation nationale que le sionisme continue de représenter, tant en Israël que dans la diaspora. Reste que **Au nom de la Torah** deviendra certainement une bible de la propagande palestinienne.

Source : proche-orient info - 30 avril 2004

Ajoutons cette pièce au dossier:

Au nom de la Torah : Une histoire de l'opposition juive au sionisme par Yakov M. Rabkin. Les Presses de l'Université Laval, 2004, <http://www.ulaval.ca/pul>, ISBN 2-7637-8024-5, 274 pages. Prix indicatif : 20 Euros

L'association des juifs avec l'Etat d'Israël est facile, presque automatique. " L'Etat juif " et " l'Etat hébreu " sont devenus des termes courants. Pourtant, parmi les partisans inconditionnels d'Israël, il y a moins de juifs que de chrétiens. Le présent ouvrage explique ce paradoxe apparent et met en évidence l'opposition au sionisme articulée au nom de la tradition juive. Cette opposition mine la légitimité proprement juive de l'Etat d'Israël et représente, selon un expert israélien, " une menace plus fondamentale que l'hostilité arabe et palestinienne ". Les racines de l'opposition juive à l'existence même de l'Etat d'Israël est un phénomène souvent occulté, voire

même censuré et provoque autant de colère que de curiosité. L'auteur est historien à l'Université de Montréal (Québec, Canada). Ses champs de recherche sont l'histoire juive contemporaine et l'histoire des sciences. Outre son cursus universitaire, il a étudié le judaïsme auprès de plusieurs rabbins au Canada, en France et en Israël. Il est souvent invité par les médias internationaux pour commenter la situation dans le monde juif et en Israël.

“ An extremely interesting and valuable book ” Noam Chomsky

LETTRE OUVERTE à MOUMOUTE

Date: Wed, 26 May 2004 22:56:54 CEST

Lettre ouverte à M. Mouloud Aounit,
Secrétaire général du MRAP,

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai lu avec beaucoup de déception votre article intitulé " Le racisme, plaie collective ", publié dans *Libération* (livraison du 21 Mai 2004). Vous m'y traitez d' "antisémite ".

Voici quelques années que je subis ce genre d'insultes. Ainsi, le *Monde* me traite d'antisémite pour l'unique raison que j'ai édité l'interview d'un Israélien qui revendique tout haut et en toutes lettres sa qualité de "judéo-nazi ", sans susciter ni émotion ni la moindre protestation ni en Israël, ni en Angleterre ni même en France où ces propos ont été publiés dans une maison d'édition fort respectable. La description physique de l'interviewé qu'en a faite l'auteur ne laisse aucun doute sur ce fier "judéo-nazi" : l'âge, le physique, les fonctions, et la "cicatrice au cou" ne laissent qu'un doute mineur sur l'intuition première de tous les lecteurs de cette interview : Ariel Sharon. [Voir notre édition complétée: <<http://aaargh-international.org/fran/livres2/manifeste.pdf>>

Est-ce un crime de le dire ?

Notre dénonciation de ce nazisme à travers notre publication du *Manifeste "judéo-nazi" d'Ariel Sharon*, par lequel nous avons voulu - nous éditeurs de ce livret - alerter l'opinion française et mondiale sur la nature et sur l'origine idéologique des atrocités qui sont commises encore de nos jours contre le peuple palestinien, cette dénonciation a déchaîné une série d'attaques contre nous pour nous salir et nous accuser de racisme et de nazisme.

Cette campagne abominable et hystérique n'a pas lésiné sur les moyens : Canal Plus m'a interviewé sur "ce que je pense de la liberté de la presse dans la couverture de la guerre contre l'Irak". Ma surprise a été grande quand j'ai appris qu'une émission a été diffusée par cette chaîne qui a utilisé cette interview pour me présenter sous la rubrique de "Nouvel antisémitisme de gauche". La même manœuvre a été reproduite quelque temps plus tard. En effet, un producteur de chez Arté m'a proposé une interview dans le but de répondre à mes détracteurs. Pour cela, je lui ai confié des documents attestant de l'authenticité des propos du haut responsable israélien interviewé par Amos Oz. Ma surprise fut grande quand j'ai découvert une émission sur Arté utilisant certains de mes propos tout en omettant la défense que j'avais développée lors de l'interview. Plus surprenant, les mêmes documents que j'ai fournis ont été présentés de façon à faire croire qu'ils étaient découverts par les producteurs de l'émission et présentés à charge contre moi. Inutile de dire que la photo de Sharon portant une cicatrice au cou (confirmant l'identité de l'interviewé) que j'ai fournie au producteur n'a jamais été produite ni signalée aux téléspectateurs. **Voilà comment on accuse les gens d'antisémitisme.**

Quant à m'accuser d'être "négationniste", permettez-moi de vous dire que vous êtes tombé dans le panneau dans lequel sont tombés tous ceux qui font du fascisme sans le savoir et parfois même en le sachant. M. le Secrétaire général : depuis quand on criminalise l'opinion des gens ? Sommes-nous dans une démocratie ou dans une république bananière ou tout simplement dans une république fasciste qui régente la pensée humaine ? Criminaliser l'opinion des autres n'est-ce pas une des formes de l'intolérance ? N'est-ce pas les empêcher d'évoluer et de s'amender ?

Quand au fond de la question, le révisionnisme et ce que vous appelez le négationnisme, ce sont une nécessité urgente de nos jours. Car le négationnisme combat

l'idéologie de la Shoah qui est fondée sur des présupposés raciaux et humanophobes culpabilisant l'humanité entière face à une supposée "race juive persécutée depuis la nuit des temps". Cette idéologie raciste constitue un crime contre la paix et la fraternité entre les peuples et les hommes. Mais elle constitue surtout un crime contre les juifs élevés dans une idéologie de la peur et de la suspicion vis-à-vis de l'humanité, développant en eux des réflexes de repliement et d'agressivité pathologiques qui expliquent les atrocités commises en Palestine et ailleurs dans le monde au nom d'une persécution imaginaire, quand elle n'est pas suscitée ou même opérée par leurs dirigeants sionistes.

M. le Secrétaire général : je le dis et le répète: la lutte contre l'antisémitisme doit passer nécessairement par la lutte contre l'idéologie de la Shoah qui a fait et qui continue de faire tant de mal, tant au judaïsme qu'à la plupart des peuples du monde. Le Mrap qui lutte pour l'amitié entre les peuples doit assumer sa responsabilité dans cette lutte contre le ce nouveau fascisme qui se tapit derrière -, et qui vit de la tragédie du judaïsme pendant la deuxième guerre mondiale.

M. le Secrétaire général, recevez mes sincères souhaits qu'un jour vous serez un vrai militant anti-raciste, un vrai militant pour l'amitié entre les peuples, et non un simple délateur.

Signé : Mondher Sfar,

LES CANICHES ANGLAIS

La barbarie c'est le colonialisme, la torture n'est qu'un de ses avatars.

Par Ginette Hess Skandrani

En regardant les différentes chaînes de télé, en parcourant les journaux, je vois les gros titres : tortures, viols, asphyxies, brûlures, sévices commis par les troupes US dans cette fameuse prison d'Abou Gharib. Après la publication des photos, les témoignages des anciens prisonniers y compris ceux des Anglais dignes compères des Américains, qui peut encore prétendre aujourd'hui que la colonisation de l'Irak est un bienfait pour les populations ? Qui peut encore prétendre que l'Irak a été libéré ? Est-ce la manière US d'exporter et d'imposer la démocratie occidentale ?

Ces tortures ne sont que l'aboutissement de la barbarie que représente l'envahissement d'un pays que la communauté internationale n'a pas pu ou pas voulu empêcher.

Libérer l'Irak, débarrasser le peuple de Saddam Hussein, amener les bienfaits du modernisme, convaincre les Irakiens qu'ils étaient malheureux et qu'ils pouvaient profiter des mannes américaines, n'était qu'un des prétextes, après ces fameuses armes de destruction introuvables, afin d'imposer leur hégémonie sur le monde Arabo-musulman et mettre toute la région sous leurs bottes impériales, avec l'aide du caniche anglais.

L'usage de la torture est un signe de faiblesse face à la résistance et discrédite toujours ceux qui la pratique.

Les troupes d'occupation ont eu le feu vert, étant en pays conquis, de se comporter en vainqueur, afin d'écraser les populations présentes, comme l'ont fait les troupes françaises en Algérie. La dénonciation, il y a plus de 45 ans, des tortures et de toutes sortes de sévices commis par les troupes d'occupation françaises par le général de Bollardière, Henri Allègre, Vidal Naquet et bien d'autres encore, ont fait prendre conscience de l'horreur de l'occupation et précipité l'indépendance de l'Algérie.

Nous savons tous que les tortures, les sévices, les humiliations, les attitudes avilissantes et bestiales ont de tout temps accompagné le colonialisme, en Algérie, au Chili, en Palestine, en Tchétchénie, en Afghanistan ou ailleurs, surtout si les populations osent s'élever contre la répression et l'arrogance des vainqueurs. Espérons que le peuple américain prendra conscience de la barbarie pratiquée par ses dirigeants en son nom, Certaines de leurs médias ayant eu le courage de dénoncer ces pratiques ignobles, c'est

au peuple US, berné par ses dirigeants de relever le déficit et dire non à la colonisation de l'Irak.

Le peuple irakien que nous admirons tous pour son courage et sa détermination à vouloir regagner son indépendance aura été et continue à être victime de la frénésie conquérante de l'impérialisme US et alliés. Ses ressources pétrolières et sa position stratégique dans un Moyen-Orient déstabilisé par le bloc US/Israël ont été une des causes de son malheur. Treize années d'un embargo inique, deux guerres criminelles, des millions de morts et de blessés, des milliers d'irradiés par l'utilisation d'armes à uranium appauvri, des dizaines de milliers de sans-abris, des milliers de prisonniers, des centaines de routes interdites à la circulation, une agriculture et une production en ruine, des villes et villages cernés et coupés du monde, n'ont pas eu raison de la résistance irakienne.

Les insurgés de Fallouja, les partisans de Moqtada Sadr, ainsi que bien d'autres résistants montrent bien que les troupes d'occupation doivent quitter le pays en emmenant leurs collabos et en laissant les Irakiens, toutes tendances confondues, reconstruire leur pays. Les dégâts de cette folie Bushienne et Blairiste sont énormes et scandaleux. Qui paiera les réparations ? Les deux compères devraient être jugés devant un tribunal international pour leurs mensonges et leur acharnement criminel à poursuivre cette guerre contre un petit peuple

S'ils veulent continuer à chercher les armes de destruction massives, le prétexte inventé à cet envahissement criminel, ils pourront toujours continuer la recherche plus au Sud : en Israël, là où ces armes sont bien présentes, au vu et au su de toute la communauté internationale.

Paris, 10 mai 2004

LES ESCLAVES VIENNENT SE PROSTERNER

Selon Arutz7 du 1er juin, le premier ministre de l'Ethiopie va faire une visite officielle de trois jours en Israël. On la présente comme la "première" d'un chef d'Etat éthiopien depuis celle que la reine de Saba aurait rendu à Salomon quand il avait le cul sur son trône. Il est évident que cette "première" visite relève d'une mythologie largement divaguante. Même si on veut bien oublier le léger détail suivant: Saba se trouve au Yémen, et pas du tout en Ethiopie. Ce Salomon a autant de chances d'être un personnage historique que Tintin ou le père Noël ! Les rois chrétiens d'Ethiopie ont inventé, ou ont fait inventer par leurs scribes une nouvelle version selon laquelle la reine de Saba (très riche) et le Shlomo), petit sauteur de banlieue, aurait fait ensemble pour donner naissance à un petit monstre: le prince Ménélik, fondateur de la dynastie impériale éthiopienne. Oublions les galipettes et les acrobaties réalisées par les bon moines pour faire croire à l'existence d'une dynastie ancienne. Hailé Sélassié, en tout cas, se proclamait descendant de la lignée salomonide. Le spécialiste de ces choses était Maxime Rodinson, un linguiste hors-pair, qui vient de nous quitter. Et nous le regrettons beaucoup. Après avoir signé la pétition des 34, certainement sur les instances de son ami Vidal-Laquis, il n'est plus jamais intervenu dans cette affaire et n'a jamais prononcé un mot contre les révisionnistes, au moins, à notre connaissance.

Les petits salopards qui jouaient aux maoïstes dans les maquis érythréens, discrètement guidés par les luthériens scandinaves, et qui se sont vendus corps et âmes aux Américains et aux services israéliens ont été récompensés et ont fini par accéder au pouvoir. Le rôle du Mossad a certainement été déterminant. C'est donc en bon chienchien des juifs, en bon dictateur d'un régime totalement illégitime et odieux, que Mélé Zénaoui vient tendre sa sébille. On ne sait pas ce qu'il peut proposer, son pays est déjà sous un contrôle complet, encore pire que du temps de l'Empereur, qui refilait en douce des bases dans les îles Dahlak à la marine israélienne pour mieux surveiller la Mer rouge. Il est vrai que dans la région, les esclaves éthiopiens, dont Israël est déjà abondamment pourvu, font prime sur le marché. Zénaoui a déjà vendu plusieurs milliers ou dizaines de milliers de ses compatriotes, sous l'étiquette usurpée de "falasha" pour fournir Israël en sous-prolétaires exploitables à merci et surtout bons pour aller en première ligne dans une armée où les Ashkénazes préfèrent les postes d'officiers.

L'ARCHE DE LA CALOMNIE

Ah les négacionistes ! par Maria Poumier

Comment ça s'appelle, déjà, "l'organisation d'un mensonge en un système dont la fonction est d'éviter une responsabilité directe ou indirecte dans la perpétration d'un génocide" ? Ah oui, je vois, c'est écrit sur la page d'avant : "'Négacionisme' désigne l'ensemble des attitudes adoptées et des explications fournies pour nier la vérité d'un génocide. La négation d'un génocide est une composante du crime. Elle est tissée avec le crime. C'est une stratégie de destruction de la vérité de la mémoire. La négation est à la fois un instrument du meurtre – elle fait disparaître le cadavre– et une réaction de défense contre une accusation de meurtre. Elle est présente à tous les moments du crime, mais elle diffère selon les temps."

Depuis longtemps je me demandais ce que ce mot long, lourd et foireux voulait dire, puisqu'il était employé sans aucune rigueur ? la télé comme synonyme de lepéniste, ou à titre de simple signal pour faire passer des infos très brèves du genre : "le tribunal de Gargouillis les Oies a condamné M. Canard à un paquet d'euros pour négacionisme", sans qu'on explique jamais le couac précis qu'il avait bien pu émettre ; heureusement, depuis quelques mois, je lis un journal bien informé, qui s'appelle *L'Arche*, où j'apprends des choses magnifiques sur des gens que j'admire, comme Rantisi le Grand, Dieudonné le bien nommé ou encore Shamir le détourné de tout ce qui ment. Et la définition copiée ci-dessus (dans le numéro 554, avril 2004) me fait comprendre qu'il existe bien, contrairement à ce que je croyais, le vrai négacionisme cohérent de bout en bout : c'est ce que j'appelais jusqu'à maintenant l'arsenal de propagande des sionistes. Comme la revue en question n'est pas très répandue dans les kiosques, j'en résume pour qui voudra ce qui m'a ouvert les yeux : dans le même numéro, on a la liste commentée des grands génocides du XXe siècle : Arméniens, Shoah, Tutsis, et pourquoi on ne saurait les nier. *L'Arche* "le mensuel du judaïsme français" est un journal très ouvert, capable de reconnaître déjà deux génocides en plus de celui des juifs (le seul universel, précisent-ils quand même). Il en reste encore un certain nombre, malheureusement, des génocides, par exemple, ceux qui ont lieu au présent. Et parmi ceux-ci, il y a une exception, un génocide indéniable, qu'il est vivement recommandé de nier, et *L'Arche* montre comment le faire avec habileté, c'est celui des Palestiniens. Celui qui a été planifié par un Etat qui refuse de se donner des frontières et une constitution, et qui croit balader l'opinion publique de leurre en leurre; le génocide dont la négation par les instances de la transmission idéologique est mise en place tous les jours, au fur et à mesure qu'il se réalise, celui-là, non, il est pour le moment hors-sujet. En fait, il y a les génocides importants, et les autres, les génocides qui n'existent qu'au passé tout à fait révolu, et qui sont beaucoup moins intéressants. Il est grammaticalement impossible de dire à quelqu'un: taisez-vous, je suis en train de vous négacionner. Le négacionisme ne peut être que radical : je nie que je sois en train de vous génocider, puisque vous n'existez pas, vous n'êtes pas un peuple; rien multiplié par rien, ça fait rien !

Pour le moment, donc, *L'Arche* montre la photo de quelques Arabes et même, que dis-je, Palestiniens, qui adorent l'Etat d'Israël, ce qui n'intéresse sûrement personne, mais prend de la place, c'est important, pour nier qu'on nie, de faire le niais. On est tous d'accord, il y a des choses plus palpitantes et urgentes, et c'est sur la couverture d'avril, "le mois le plus cruel", celui de Der Yassine, comme dit Shamir ; en effet, il est grand temps de répondre à la question que se posent apparemment certains lecteurs de *L'Arche*, comme la majorité des non-lecteurs de *L'Arche* : "Un Etat juif, pourquoi faire ?" Là, on est bien déçus; *L'Arche* ne donne pas une seule raison valable pour prolonger l'existence de ce monstre juridique: juste le point de vue du rabbin Yehouda Vardi qui se demande qui va bien pouvoir incarner la Voix capable de "donner à l'Etat juif dans le monde la place que Dieu lui a fixée au Sinaï" (le rabbin, pas plus que quiconque, ne voit personne à l'horizon, ce qui l'angoisse bien).

Et là, je suis rassurée, parce que j'ai l'impression que la plupart des gens –à part les rédacteurs de *L'Arche* et le pauvre rabbin en panne d'imagination– connaissent parfaitement les bonnes réponses, même s'ils ne les formulent pas facilement. Un Etat juif, pourquoi faire ? D'abord pour faire le sale boulot qui arrange les sionistes et autres colonialistes occidentaux, dont certains revendiquent une appartenance ancestrale juive, et d'autres se plaisent à adopter des valeurs juives, comme acquisition glorieuse de la modernité. Tout le monde le sait, mais il est vrai

aussi que c'est une raison insuffisante, parce qu'elle est inavouable : l'ONU est née des décombres du colonialisme, le monde rétrécit tous les jours, le déséquilibre démographique et la force spirituelle des ex-colonisés rendent le colonialisme chaque jour plus injustifiable, alors qu'autrefois il avait un arsenal d'arguments présentables. C'est un boulot si peu ragoûtant que *L'Arche* n'ose pas dire : il faut un Etat juif pour pourrir la vie politique dans tout le Moyen Orient, parce que c'est bon pour les affairistes, qui font des affaires faramineuses là où on a tout cassé, comme en Irak. Les bénéficiaires des entreprises qui font dans la "sécurité", c'est à dire les paramilitaires souvent israéliens qui se partagent le fromage des prisonniers à torturer, ça entre dans la comptabilité de la croissance des pays développés, n'oublions pas, et pour un petit pays qui vit de subventions, ça compte beaucoup dans le produit national brut !

Un Etat juif, pourquoi faire ? Au départ, certains avaient leur idée là-dessus. Maintenant, ça ne tient plus du tout la route. En effet les gouvernements occidentaux avaient cru faire une bonne affaire en envoyant se faire voir ailleurs des gens qui avaient le don de se faire rejeter là où ils se trouvaient. Cette raison là n'est pas très glorieuse non plus. On renvoie bien quelques charters de sans papiers tous les jours, mais on ne s'en vante pas comme d'un acte humanitaire. Et puis le calcul était foireux, ces malheureux persécutés ayant la mauvaise habitude de garder un pied dans des pays plus solides, et en plus de faire d'autres projets d'installation dans des "terres sans peuple", comme en ce moment même dans la Patagonie argentine, où il n'y a que... des Argentins; oui les Israéliens quittent discrètement la passoire depuis le début, mais certains sont déjà prêts à rejouer leur western calamiteux ailleurs, quand les Palestiniens les obligeront à abdiquer leurs privilèges.

Il ne reste qu'une idée convaincante : un Etat juif peut servir comme maquette de ce qu'il faut éviter à l'avenir. Autant les personnes juives sont utiles, dans la folle diversité du zoo humain, comme les gays ou les Micronésiens, ou les gâteaux, ou les infirmes, ou les normaux, autant la structuration d'une domination basée sur des habitudes maffieuses est catastrophique. *L'Arche* ne met pas sérieusement en doute l'utilité d'un Etat juif : elle montre, pour le consolider, en quoi le négationnisme est indispensable au sionisme, et c'est une leçon utile à tous. Pour cacher le génocide qui vous convient, une seule solution : accuser de complicité de génocide tous ceux qui vous critiquent. Ils n'ont pas fini, d'en monter, des "dossiers complot" sur tous ceux qui disent du mal de l'Etat juif... On pourrait croire, si on était un abonné fidèle, que le monde se divise en négationnistes purs et justes mais persécutés, et négationnistes, monstres abominablement prospères se reproduisant comme des lapins...

Quel est donc le contraire du raisonnement tordu servant à justifier telle ou telle erreur historique, mais utile surtout à ceux qui cherchent des arguments pour consolider une politique qui se révèle de jour en jour plus criminelle ? Eh bien, pour aller vite, même si c'est choquant : le pardon. Au lieu de l'inflation sélective des accusations réciproques de génocide, il faudra bien décider la prescription ; au moins que les enfants n'aient pas à porter les crimes des parents, ni à accomplir leurs rêves de vengeance. Personnellement, je me réjouis déjà que ces jours-ci, l'amnistie officielle des Allemands progresse : les anciens combattants de la Whermacht, qui ont souvent cru au national-socialisme, et se sont battus pour leur Führer, pas pour nos beaux yeux, sont invités sur nos écrans, et c'est bien, même si c'est boiteux et opportuniste. L'Espagne de la Reconquista donnait trente ans aux juifs et musulmans pour se convertir, pour accepter pleinement les nouvelles règles de la citoyenneté, qui leur donnait les mêmes droits qu'aux "vieux" chrétiens. Elle retomba ensuite dans des ornières racistes, quand différentes administrations se mirent à exiger des certificats de pureté de sang à tout bout de champ, parce que l'intégration est plus facile à prôner qu'à réaliser. Nos sociétés connaissent bien aussi ces contradictions, ces attermoissements, ces retours en arrière qui n'invalident pourtant pas le beau et grand projet d'intégration, de fusion. Et chez nous comme ailleurs, les cartes de séjour et d'identité, ça s'achète, et les enfants, après les angoisses terribles des parents, et les turbulences vengeresses de l'adolescence, élèveront leurs enfants dans le respect de la loi. Oui, le métissage spirituel, qu'on ne saurait brusquer, qui se fait à l'insu des raidissements réflexes, a toujours été la seule solution. Et les règlements visant à renforcer les tendances à l'apartheid tombent en désuétude, et de nouvelles lois rendent compte des nouveaux équilibres.

Le métissage des corps est généralement vécu, à la première génération, comme abus de mâles conquérants sur les filles d'un peuple matériellement ou spirituellement vaincu. Cette dynamique vaut pour les relations sociales, au sein de chaque pays : les bourgeois abusaient des bonnes, et le prolétariat s'enrichissait d'enfants "de l'amour" qui avaient un petit accès au château des aïeux. Car le viol n'est pas un crime réussi : on en réchappe, et c'est sous un certain

angle une entreprise de séduction qui a mal tourné, un simple ratage, un gâchis qui donne cependant le jour à de nouveaux humains, avec de nouvelles chances d'amour heureux. Les bâtards ont à porter un véritable "péché originel", celui du mauvais amour de leurs parents, où la vitalité et la beauté des corps a engendré du désastre, de l'irresponsabilité, de la honte et de la rancune. Et les autres, les bien-nés, les traitent de bâtards. Mais ce sont eux qui font avancer l'histoire, qui donnent des maris aux bâtardes et inventent de nouveaux usages, et fondent de nouvelles lignées. Le métissage commence par l'acceptation, pour une femme, d'être envahie, alors que la vierge se sent entière, ne ressent nul besoin de se faire transpercer, voudrait seulement être caressée. Si elle ne parvient pas à surmonter la peur et la méfiance, elle restera vieille fille et continuera, derrière sa jalousie, à observer et à critiquer l'humanité, qui poursuit son aventure sans elle.

Dans toute ville, c'est aussi un métissage forcé qui se produit : chaque catégorie voudrait se passer des autres, chaque quartier tente de garder "son identité", le centre ville hautain tourne le dos à la banlieue entreprenante, comme dans les immeubles il y a la hiérarchie des étages. Mais le mètre et la grande surface, le stress, et les manifs et les bistrotts relient, et la ville finit par avoir une histoire commune ; la Rue judaïque ? Bordeaux est devenue un axe pour tout le monde, et tout Paris se rend ? Villejuif voir ses malades.

L'Etat juif finira bientôt digéré, lui aussi, et les murs tomberont. Les outils de sa propagande sont déjà hors d'usage, périmés, même ceux qui les manient n'arrivent plus à les brandir de façon ? nous terroriser. Ils les mettent même ? notre disposition !

Ainsi des sites et magazines sionistes me dénoncent en chœur comme quelqu'un de très maléfique pour ce que j'ai pu écrire, avec des informations bien lacunaires hélas, sur le sionisme en Amérique latine. Or c'est le magazine *France Israël* (avril 2004) qui fanfaronne que là-bas, dans le Pérou mythique, effectivement les juifs sont tous riches, puissants, et incapables de distinguer ce qu'ils appellent religion de leur sens pervers de la sécurité et du commerce :

"Au Pérou les juifs, descendants de familles ashkénazes et ou de rescapés des camps de la mort débarquent à Lima au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, ils font partie de la classe supérieure, celle des "colons blancs" et résident dans un quartier huppé de la capitale, grand comme trois arrondissements de Paris. Ils occupent des postes importants dans la Finance et les Affaires et ne connaissent pas la terrible pauvreté qui oblige les Incas à survivre dans les bidonvilles. Les Juifs ne sont pas menacés par des actes antisémites mais par des bandes organisées qui prennent en otage les victimes "blanches" en échange de fortes rançons. C'est pourquoi, la Grande Synagogue de Lima a été construite à l'intérieur du gigantesque centre commercial de la cité inca, afin de disposer d'un service de sécurité performant."

On ne peut que les citer et applaudir et renchérir : Un Etat juif pourquoi faire ? Pour montrer que ses dirigeants considèrent les juifs du monde entier comme ses ressortissants, et qu'il est bien décidé à s'identifier aux privilégiés du monde entier. Comme il n'y a aucune raison pour que les défavorisés du monde entier acceptent d'être traités comme des Palestiniens, nous pourrions bientôt cesser de dire du mal de l'Israël et des juifs qui soutiennent cette mauvaise idée du XXe siècle, car les moins bêtes choisiront à nouveau de se fondre dans la masse, dans le commun des mortels, et nous pourrions alors reprendre la bonne vieille terminologie de toujours : A bas le capitalisme ! Les aristocrates à la lanterne ! Debout, les damnés de la terre ! Personnellement j'aspire à rester courtoise jusqu'au fond de moi-même, et je refuse de penser "les juifs" quand je dis "les sionistes" : un sioniste vaincu peut s'avérer quelqu'un de bien, j'y crois. Les Juifs, c'est comme les Arabes ou les Français, vu de loin ça peut paraître des blocs hideux ou rigolos, mais je n'aimais pas, quand j'habitais à l'étranger, qu'on m'appelle "la gala" la pétasse gauloise, en quelque sorte, j'aimais tellement mieux qu'on m'intègre dans le paysage où je me sentais bien, comme une personne, (communiste, certes, ce qui est une étoile jaune comme une autre) mais non pas comme un échantillon d'une espèce différente. Aussi je pense continuer à me battre contre les sionistes, avec tous les antisionistes, parce qu'il y a urgence, et que le soldat n'a pas à choisir le général qu'il préfère : il faut être là où on a quelque compétence, là où on veut bien de vous, là où on peut donner le meilleur de soi-même : je soutiens la liste Euro-Palestine, et je n'insulterai ni mes adversaires, qui ont peut-être raison, ni mes ennemis, qui ont sûrement tort, mais qui ne sont pas, franchement, très forts.

5 juin 2004.

NN

IL RESSORT !!!

L'AUTRE VISAGE D'ISRAËL

Nous sommes ravis de pouvoir annoncer la re-sortie du remarquable livre de notre ami Israël Shamir, agrémenté, en guise de préface, d'un entretien mené par l'excellente Silvia Cattori (que nous avons aussi publié) aux éditions AL QALAM (un mot grec passé en arabe qui désigne le roseau, pour écrire, le calame). Cet éditeur courageux, qui a déjà publié Garaudy, siège à la Librairie du monde arabe au 220 de la rue Saint-Jacques, à Paris, 5ème. L'ouvrage est en vente dans toutes les bonnes librairies.

Proche-Orient.info a commencé à braire, mais ses intimidations sont tomnée à plat. Celui qui a une gueule de con, c'est le Denis Bourgeois des éditions Balland, qui a fait retirer le livre des librairies, l'an dernier, pour le détruire, aux premiers grognement de souris des censeurs sionistes. Qu'il crève, accablé de notre mépris !

Les seules différences que nous ayons notées en comparant les deux éditions, portent sur la transcription de certains noms arabes.

@@@@**@@ Home demolitions in Rafah: Welcome.**

My name is Mohammed, I'm a student and I live in Rafah. On this website, I present photos and reports about my home town. About our life, our community, the home demolitions, homeless families, the children in our camp.. About the tragedies that happen here every day.

<<http://www.rafahtoday.org/index.htm>>

@@@@**@@ Fractures israéliennes**

Critique du post-sionisme, Réponse aux "nouveaux historiens" israéliens, sous la direction de Tuvia Frilling, Ed. In Press, 586 p., 27 €

Histoire de l'autre, introduction de Sami Adwan, Dan Bar-On, Adnan Musallam et Eyal Naveh, Ed. Liana Levi, 96 p. 10 €.

Deux livres, traitant de l'histoire récente et du rapport à l'histoire, reflètent les tendances antagoniques à l'œuvre dans la société israélienne.

L'un, épais et savant, réunit quatorze membres de la fine fleur des sciences humaines israéliennes ; l'autre est un petit livre rédigé par douze enseignants, six Israéliens et six Palestiniens. Les deux traitent de l'histoire récente et du rapport à l'histoire. L'un et l'autre reflètent deux tendances antagoniques qui, aujourd'hui, traversent la société israélienne.

La Critique du post-sionisme se veut une réfutation des thèses énoncées depuis vingt ans par divers universitaires israéliens qui « revisitent » ce qu'ils jugent être des dogmes erronés des sciences humaines dans leur pays. Les historiens, les premiers, s'y attelèrent, réévaluant l'histoire de l'implantation juive en Palestine avant l'Etat, et surtout la première guerre israélo-arabe de 1947-1949, qui accompagna la naissance d'Israël. D'où leur surnom de « nouveaux historiens ». Ils remettaient en cause l'assertion dans laquelle ont été éduquées des générations d'Israéliens, qui voulait que leur pays n'ait à l'époque «

pas expulsé un seul Arabe ». Se fondant sur l'ouverture d'archives, les « nouveaux historiens » israéliens mirent en évidence qu'une expulsion de grande ampleur des Palestiniens avait eu lieu.

Progressivement, des sociologues, anthropologues, politologues, orientalistes, historiens du judaïsme les rejoignirent, qui à leur tour « revisitèrent » de nombreux « fondamentaux » de l'ethos israélien : les répercussions sociopolitiques de la « nature juive » de l'Etat et de la Terre d'Israël, les conséquences de la « conception nationale » de l'histoire sur le traitement des faits, les réalités diplomatiques derrière l'affirmation de la « volonté de paix » de l'Etat hébreu, etc. Tous mirent au jour d'innombrables données, tues ou tronquées durant des décennies par les autorités du pays et le consensus académique.

Leur nombre, en Israël, n'a cessé d'augmenter. Mais ils restent très minoritaires dans l'université. A l'étranger, en revanche, ils ont fait l'objet d'une attention croissante. La Réponse de leurs « critiques » risque de peu modifier cet état des choses. En effet, ceux-ci se préoccupent peu de contester les faits révélés, et de comprendre pourquoi ils ont été si longtemps ignorés ou masqués, mais uniquement du sens de cette mise au jour, qu'ils jugent constituer une « menace » pour l'identité du pays. Ainsi, aucun chapitre du livre ne cherche à « réfuter » les faits concernant l'expulsion des Palestiniens. Or si la notoriété internationale de ces universitaires va croissant, c'est à ce travail qu'ils le doivent, et non à leurs positions idéologiques. Lesquelles sont d'ailleurs bien plus diverses que ne l'indique le préfacier français de l'ouvrage, Shmuel Trigano, selon qui « les post-sionistes ne s'identifient qu'à une nouvelle extrême gauche ».

Une tragique rétraction

Concept vague, le « post-sionisme » est apparu dans la seconde moitié des années 1980 en Israël. Des intellectuels ont alors estimé que le succès irréversible du mouvement national juif permettait aux Israéliens de pouvoir enfin « se regarder dans la glace » sans contrainte idéologique, d'« assumer leur passé » dans le conflit avec les Palestiniens sans déni ni maquillage des faits. Parmi eux, certains (Benny Morris, Simha Flapan - décédé depuis - ou Zeev Sternhell) ont revendiqué leur sionisme. Les auteurs de la Critique les assimilent cependant tous au « post-sionisme », c'est-à-dire, explique le coordinateur de l'ouvrage, Tuvia Friling, à « la négation du nationalisme juif tel qu'il apparaît actuellement ».

Ouvrage de métahistoire, de métapolitologie, la Critique du post-sionisme reflète l'état des idées dominantes dans les sciences humaines israéliennes aujourd'hui. Son objet, affiché, est d'exclure de la « légitimité » nationale quiconque, en Israël, refuse de s'inscrire, précisément, dans le « nationalisme juif tel qu'il apparaît actuellement ». Il intéressera ceux qui cherchent à comprendre les moteurs idéologiques de la tragique rétraction qui emporte des pans entiers de la société, et que déplorent, comme d'autres Israéliens, la plupart des « nouveaux historiens » - mais pas tous, ainsi des récentes prises de position d'un Benny Morris, qui n'a pas pour autant remis en cause ses travaux précédents.

1948 est, à l'inverse, au cœur de l' Histoire de l'autre. On retrouve, parmi ses initiateurs, l'historien Eyal Naveh, qui, avec son confrère et ex-ambassadeur à Paris Elie Barnavi, fut, en Israël, l'un des tout premiers à rédiger un manuel scolaire débarrassé des contre-vérités les plus flagrantes que véhicule la « conception nationale ».

Ainsi les auteurs israéliens de l' Histoire de l'autre reconnaissent-ils qu'en 1948 la Hagana, ancêtre de Tsahal, « procéda à l'expulsion intentionnelle » de Palestiniens. Mais historiens israéliens et palestiniens, même les mieux intentionnés, restent encore loin de pouvoir élaborer un « narratif » commun. Le livre présente ainsi deux visions parallèles, chacune mettant l'accent sur le bien-fondé de son mouvement national et sur les failles de l'« autre ». De même continuent-elles, écrit Pierre Vidal-Naquet dans sa préface, de véhiculer certains de leurs « mythes » les plus ancrés. Elles occultent aussi les questions les plus problématiques pour l'image de leur propre peuple.

L'ouvrage constitue cependant une première ébauche de coopération historiographique entre représentants des deux « camps » qui n'appartiennent pas à une quelconque « nouvelle extrême gauche », mais s'inscrivent dans une volonté de partager avec l'« autre » un point de vue en évolution.

Sylvain Cypel, *Le Monde*, 4 juin 2004.

@@@@**@@** **L'association Palestine en Marche** a publié une brochure sur les enfants détenus, décrivant leurs conditions de détention et présentant des témoignages. De plus, l'association mène une campagne pour sensibiliser l'opinion sur l'emprisonnement des enfants palestiniens, avec le Defence For children International - Palestine section (www.dci-pal.org) et Nadi al-asir al-Filistini(www.ppsmo.org) .

L'Association a mis en place un projet de soutien matériel aux enfants détenus, qui sont dans le dénuement total. Grâce aux avocats qui les visitent de temps à autre, les enfants peuvent obtenir ce dont ils ont besoin. Le projet consiste à verser 10 euros par mois, sur 6 mois, renouvelables, somme versée entièrement au DCI-PS. Pour plus de renseignements, pour votre participation,

écrire à [<palmar@tiscali.fr>](mailto:palmar@tiscali.fr)

ou [<ameladima2@yahoo.fr>](mailto:ameladima2@yahoo.fr)

@@@@**@@** **Règlement compte à KO Corral**

Le Cartel Bush ou l'itinéraire d'un fils privilégié - Comment fabrique-t-on un président des États-Unis ? par James Hatfield, aux Éditions Timéli (Genève), [444 pages - 24 euros - ISBN : 2940342016] Préfaces de Jean Ziegler et Thierry Meyssan

Il y a les biographies de George W. Bush écrites par les communicants de la Maison-Blanche ou les journalistes « amis ». Et il y a *Le Cartel Bush*, la biographie non autorisée. Celle qui explore en détail l'entourage du président des États-Unis, ses affaires, ses retournements de veste, le financement de ses campagnes électorales, son addiction à la cocaïne... **L'auteur**, James Hatfield, fut menacé par deux proches conseillers du président devant témoins **et retrouvé peu après, mort, dans un motel**. La police assure qu'il s'est suicidé. Sa famille prétend qu'il a été assassiné. Ce document exceptionnel a été traduit en français. Le Réseau Voltaire en assure la diffusion exclusive en France.

- La biographie non autorisée de George W. Bush

En septembre 1999, c'est-à-dire en pleine campagne électorale aux États-Unis, St Martin Press publiait une biographie détaillée du candidat George W. Bush. L'auteur, qui avait réalisé un travail de fourmi, n'ignorait rien de la famille Bush et de junior. Il avait bénéficié dans son enquête de l'aide de Karl Rove (actuel secrétaire général de la Maison-Blanche) qui croyait aider à la rédaction d'une biographie de complaisance. L'ouvrage intitulé *Fortunate Son, G. W. Bush and the Making of an American President*, fit immédiatement la « une » des journaux, fut choisi comme best-seller par le *New York Times* et souleva une intense polémique.

Il s'agit d'un document exhaustif sur l'homme, sa famille et son entourage, ses affaires et sa carrière politique, ses retournements de veste et le financement de ses campagnes électorales. Bien qu'il soit écrit sur un ton mesuré et s'attache à comprendre la personnalité de George W. Bush, il présente une vision terrifiante de la vie publique états-unienne. Pourtant de cet imposant travail, on ne retint qu'un passage secondaire, mais sensible : le candidat Bush avait été arrêté pour détention de cocaïne, en 1972. Or, selon les lois locales, ce délit aurait dû lui valoir une privation de droits civiques, il n'aurait donc pas dû avoir le droit de se présenter au gouvernorat du Texas et à la présidence des États-Unis.

Ce sont en réalité bien d'autres détails qui provoquent la colère des Bush. Notamment, un passage relatif à la société Arbusto (devenue ultérieurement Harken Energy) dont George W. fut le directeur. On y apprenait que, par l'entremise d'un homme de paille, cette société était la propriété d'un certain Salem Ben Laden, frère aîné d'Oussama. Mais à l'époque, la presse ne comprit pas l'importance de cette information.

Quoi qu'il en soit, la famille Bush se déchaîna contre le livre et son auteur. Elle révéla les erreurs de jeunesse de ce dernier, qui lui valurent de faire de la prison, et s'employa à le discréditer. Simultanément, elle exerça de fortes pressions sur l'éditeur jusqu'à obtenir le retrait et la destruction des presque 100 000 exemplaires disponibles.

James Hatfield, récupéra ses droits sur le livre et le fit rééditer par un éditeur marginal, Soft Skull Press, alors que George W. venait de s'installer à la Maison-Blanche. Karl Rove (secrétaire général de la Maison-Blanche) et Clay Johnson III (alors assistant personnel du président) intentèrent un procès en diffamation et obtinrent le retrait conservatoire du livre.

En définitive, il fut autorisé à la vente, sans coupes, mais après le retrait de la préface originale.

Ayant échoué dans leurs démarches, Rove et Johnson menacèrent devant témoin Hatfield de le liquider, lui et toute sa famille, s'il persistait à diffuser son ouvrage. **Il fut retrouvé peu après, mort, dans un motel.** La police assure qu'il s'est suicidé, tandis que sa famille prétend qu'il a été assassiné.

Ce document exceptionnel a été traduit en français et publié en Suisse par les Éditions Timéli, dirigées par Sandro Cruz, administrateur du Réseau Voltaire et directeur du site RedVoltaire.net. Jean Ziegler et Thierry Meyssan l'ont préfacé. Seth Tobocman, le caricaturiste de *Village Voice*, l'a illustré. Sander Hicks, Robert-James Parsons, David Cogswell et Federico Fasano Mertens l'ont enrichi d'introductions et de post-scriptum. Présenté le 10 octobre au Club de la presse de Genève, sous le titre *Le Cartel Bush ou l'itinéraire d'un fils privilégié*, il n'a été diffusé en librairie qu'en Suisse. Le Réseau Voltaire en assure la diffusion exclusive en France.

<<http://www.reseauvoltaire.net/commande-cartel.html>>]

@@@@**@@** The Jewish Tribal Review site is uploaded on
<<http://jtrarchive.tripod.com/>>

The new owner can be contacted on

<michael_linsey@yahoo.com> We have it wrapped in a massive pdf file. See our page "livres"

@@@@**@@** Sur l'Ame Khmer

<http://amekhmer.free.fr/index_files/1Opinion/3cambo-press01.htm> republie, en l'absence de <totus>, un important texte de Serge Thion, paru dans la revue *Esprit*, 1980, "La Cambodge, la presse et ses bêtes noires", qui reste une grille de lecture applicable aujourd'hui.

@@@@**@@** Courrier

Bonjour,

Venez nous aider à combattre le sionisme sur Indymedia Paris (
<http://paris.indymedia.org>).

Ce site en Open Publishing accepte et fonctionne grâce aux publications (textes, dessins, photos, vidéos) des internautes (http://paris.indymedia.org/open_publishing_edit.php3?statut=new). Les visiteurs de ce site d'extrême gauche altermondialiste se montrent très réceptifs sur les thèmes de l'anti-impérialisme américain, de la lutte contre les lobby, des médias dominés par les sionistes, de la manipulation par les sionistes du thème de l'antisémitisme, la plupart des visiteurs du site ne défendent ni la république ni la démocratie car ils ne voient là que "capitalisme totalitaire".

Il y a donc malgré tout, des points de convergence comme l'antisémitisme, évidemment il faut bannir de son vocabulaire des mots comme "juif", "juiverie"... et les remplacer par sioniste, sionisme... ça ne change rien au sens et cela permet de ne pas être censuré par les modérateurs du site.

Si vous ne souhaitez pas déguiser votre façon de penser et que vous voulez dire très clairement ce que vous pensez des "sionistes", il vaut mieux publier le soir quand les modérateurs vont se coucher, à ce moment vous avez toute liberté de publier et de commenter tous les autres articles à votre guise.

Dans l'attente de vous retrouver sur ce site.

A bientôt, Tod.

Réponse: nous fournissons les canons et les obus. C'est aux artilleurs de s'en emparer et de pilonner tous ceux qui empêchent cette planète de tourner rond. On ne peut pas tout faire en même temps.

@@@@**@@ A useful page on John Dimitri Negroponte**, now King of Iraq:
<<http://www.disinfopedia.org/wiki.phtml?title=John_Negroponte>>

@@@@**@@ More than 55,000 troops** have passed through Shannon on almost 1,000 flights this year. Mary Kelly, a nurse, has been charged with causing \$1.5m (£824,300) of damage after taking a hatchet to a US navy plane at Shannon. She faces a retrial in the autumn after a jury failed to reach a verdict on her case.

@@@@**@@ Mohamed Latrèche mis en examen**

Le président du Parti des Musulmans de France (PMF), Mohamed Latrèche, a été mis en examen le 4 juin à Paris pour « provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale » à la suite de propos tenus lors d'une manifestation en janvier, a-t-on appris de source judiciaire.

Le parquet de Paris avait ouvert le 14 avril une information judiciaire pour enquêter sur des propos de M. Latrèche lors de la manifestation du 18 janvier à Paris contre la loi sur la laïcité.

Il avait notamment déclaré que « le sionisme est une idéologie d'apartheid, nous le combattons comme nous combattons le nazisme ». « Vous avez dit, M. Chirac, que les juifs sont en France depuis 2000 ans, croyez-vous que nous allons attendre 2000 ans pour ouvrir notre bouche? », avait-il encore lancé.

La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) et le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) avaient jugé ces propos antisémites, souhaitant la dissolution du PMF.

Dernières Nouvelles d'Alsace, 30 juin 200

@@@@**@@ Transcript of Saddam Hussein's proceeding:**

The following partial transcript of the hearing for Saddam Hussein, transcribed by eMediaMillWorks Inc, was taken from audio that was edited by the US military.

[If Iraq is a sovereign nation, why is the U.S. Military editing audio in Iraq?]

<<http://www.smh.com.au/articles/2004/07/02/1088488142084.html?oneclick=true>>

+++++

This site contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available in our efforts to advance understanding of environmental, political, human rights, economic, democracy, scientific, and social justice issues, etc. We believe this constitutes a 'fair use' of any such copyrighted material as provided for in section 107 of the US Copyright Law. In accordance with Title 17 U.S.C. Section 107, the material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving the included information for research and educational purposes. For more information go to:

<<http://www.law.cornell.edu/uscode/17/107.shtml>>. If you wish to use copyrighted material from this site for purposes of your own that go beyond 'fair use', you must obtain permission from the copyright owner.

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à gazettegb@yahoo.fr

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to gazettegb@yahoo.fr

Les anciens numéros sont en ligne à

><http://ggb.0catch.com><

Former issues are on line at the above URL

OTHER AAARGH MONTHLY PUBLICATIONS

<http://www.geocities.com/ilrestodelsiclo>

El Paso del Ebro

Das kausale Nexusblatt

The Revisionist Clarion

Il Resto del Siculo

Conseils de Révision